

Habiter le monde

Table des matières

Programme	4
Biographie des intervenants.....	9
Partie 1 : Agir en laboratoire d'idées	10
A. Les éditions Utopia	10
B. L'écriture collective	11
1. Notre méthode d'écriture collective	11
C. Les dernières parutions	12
1. L'illusion localiste	12
2. Cause animale, cause paysanne : défaire les idées reçues, propositions et paroles paysannes.....	13
3. Voyages en effondrement : un pire à éviter ou une période à vivre ?	14
D. Prochaine parution aux éditions Utopia	15
1. Climat, la démission permanente	15
Partie 2 : Habiter le monde	16
A. Séquence 1 – Habiter le monde et construire la paix	16
1. ... sans arme nucléaire	16
B. Séquence 2 – Habiter le monde et construire un nouveau rapport à la Nature	21
2. ... en s'alimentant autrement : L'assiette Afterres2050.....	25
C. Séquence 3 – Habiter le monde et ses territoires	28
1. Iles et archipels : ça fait rêver ?	28
a. Charte de l'Archipel de l'écologie et des solidarités	28
b. Vers la création d'un Archipel de l'écologie et des solidarités - Éléments de gouvernance .	31
2. Municipalisme, Transitions et Territoires	33
Partie 3 : La vie du Mouvement Utopia	40
A. Bilan militant 2020	40
Tribunes, pétitions et campagnes	40
Conférences organisées	41
Événements organisés	41
Mobilisation du Mouvement Utopia.....	41
C. Utopia dans le Monde	42
1. Utopia en Haïti	42
2. Utopia au Burkina Faso.....	43
3. Utopia en République Démocratique du Congo	44

4. Utopia à Madagascar	44
5. Utopia en Mauritanie	45
6. Utopia en Roumanie	45
7. Utopia en Tunisie	46
Migration : Utopia agit au niveau international	46
Annexes.....	48
Poèmes.....	48

Programme



VENDREDI 2 OCTOBRE

14h00-14h10 : Accueil et présentation des enjeux de l'université d'été

SÉQUENCE 1 : HABITER LE MONDE ET CONSTRUIRE LA PAIX

14h10-14h50 : Présentation de la séquence et travail sur le texte

14h50-16h10 : **Habiter le monde ... sans arme nucléaire**

Avec Jean-Marie COLLIN porte-parole de ICAN FRANCE, prix Nobel de la Paix 2017 .

16h10-16h45 : **Pour une culture de paix**

Avec Federico MAYOR, ancien Directeur Général de l'UNESCO.

16h45-17h30 : le Manifeste Utopia Débats - Culture de la Paix – votes amendements

17h30-17h50 : Pause

VENDREDI 2 OCTOBRE

SUITE

SÉQUENCE 2: HABITER LE MONDE ET CONSTRUIRE UN NOUVEAU RAPPORT À LA NATURE

17h50-19h30 : **L'anthropocentrisme, cause des désordres du monde ?**

Introduction au débat et discussion avec **Patrick VIVERET**, Philosophe.

Le Manifeste Utopia Débats - Anthropocentrisme – votes amendements

19h30-20h20 : Pause

20h20-22h00 : **Habiter le monde...sans changer le climat**

Débat autour du prochain livre des éditions Utopia « **Climat, la démission permanente** », de la maison brûle à la Convention Citoyenne, 20 ans de politique climatique, **Cyrille CORMIER**, ancien responsable campagne Climat Greenpeace

22h00-23h30 : Le Manifeste Utopia Débats - Anthropocentrisme / climat - suite – votes amendements

SAMEDI 3 OCTOBRE

9h45 : retour et présentation de la journée

9h50-11h30 : **Habiter le monde...en s'alimentant autrement**
Philippe POINTEREAU, Solagro - L'assiette Afterres 2050

11h30-12h00 : Le Manifeste Utopia Débats - Souveraineté alimentaire – biodiversité – votes amendements

12h00-12h30 : Présentation des Utopia monde : Haïti, République Démocratique du Congo, Roumanie, Madagascar, Mauritanie, Burkina Faso et Tunisie

12h30-13h30 : Pause

SÉQUENCE 3 : HABITER LE MONDE ET SES TERRITOIRES

13h30-13h45 : Iles et archipels, ca fait rêver ?
Denis VICHERAT

13h45-14h20 : Éditions Utopia, 10 ans après ?
Denis VICHERAT et Laure PASCAREL

14h20-15h20 : **Utopia, nos élu.es défendent le « buen vivir »**
Présentation et dialogues avec les élu.es d'Utopia

15h20-16h10 : Le Manifeste Utopia Débats - Souveraineté alimentaire – biodiversité – votes amendements

16h10-16h20 : Pause

SAMEDI 3 OCTOBRE

SUITE

16h20-18h00 : **Habiter et changer le monde: le « rural », La bonne échelle pour agir ?**

Table ronde - Intervenant.e.s:

- **Cédric SZABO** - Directeur Général de l'Association des maires Ruraux de France
- **Fanny LACROIX** - Mairesse de Châtel-en-Trièves, Collectif « Tous et maintenant – Réinvestir la vie publique »
- **Aurélien BERNIER** - Auteur de « L'illusion localiste. L'arnaque de la décentralisation dans un monde globalisé» (éditions Utopia)
- **Élisabeth DAU** - Directrice de recherches - Mouvement Utopia & CommonsPolis

SÉQUENCE 4 : HABITER LE MONDE EN AYANT DES DROITS

Revenu Universel, droit à l'éducation

Les débats seront introduits par les responsables de commissions et/ ou par des spécialistes du sujet.

18h00-19h30 : Le Manifeste Utopia Débats - Revenu Universel – votes amendements

19h30-20h20 : Pause

20h20-22h30 : Le Manifeste Utopia Débats Éducation- votes amendements

22h30-Minuit : **Habiter le monde OK...mais quid de l'Univers ?** Astronomie - Animation d'Aurélien VERNET

DIMANCHE 4 OCTOBRE

SÉQUENCE 5 : HABITER LE MONDE ET LE PENSER

10h00-11h30 : **La raison d'être d'Utopia et le rôle d'Utopia**

11h30-12h30 : Travail en ateliers

Atelier 1 : Poursuivre nos engagements sur le municipalisme

Atelier 2 : Une bataille décisive : l'hégémonie culturelle

Atelier 3 : Utopia et l'Éducation Populaire

Atelier 4 (sous réserve): Si le Manifeste Utopia était un récit

Atelier 5 (sous réserve): Idée folle : pour un processus
constituant mondial

Biographie des intervenants

Jean-Marie Collin est expert et porte-parole de ICAN France, la branche française de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires, organisation prix Nobel de la paix 2017. Il est aussi chercheur associé auprès du GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité).

Federico Mayor Zaragoza fût le directeur général de l'UNESCO de 1987 à 1999. Sous son mandat à la direction de l'UNESCO, il développa le programme Culture de la paix et obtint que l'assemblée générale des Nations Unies déclare l'an 2000 comme *Année internationale pour la Culture de paix*. Il est membre du Haut Comité des Nations unies de parrainage de la Coordination internationale pour la Décennie de la culture de paix et de non-violence. Il fonde la Fondation Culture de Paix en mars 2000. Il est actuellement président de la Fondation Culture de Paix et président d'honneur de l'Académie de la Paix

Patrick Viveret est un philosophe, économiste et essayiste altermondialiste, ancien conseiller référendaire à la Cour des Comptes.

Cyrille Cormier est expert en stratégies et politiques climatiques. Il a travaillé plus de 7 ans au côté de Greenpeace au pôle Climat & Énergie à de nombreux postes clés. Aujourd'hui, il accompagne divers acteurs et actrices à s'engager dans la transition énergétique.

Philippe Pointereau est un agronome spécialisé en agroécologie, en évaluation agro-environnemental et expert sur les politiques agro-environnementales auprès du Centre Commun de Recherche de la Commission Européenne. Il est directeur du pôle agro-environnement du bureau d'études associatif Solagro et co-auteur du rapport Afterres 2050.

Cédric Szabo est le directeur général de l'Association des Maires Ruraux de France depuis 9 ans. L'Association des maires ruraux de France (AMRF) créée en 1971, fédère aujourd'hui près de 10.000 maires ruraux au sein d'un réseau solidaire indépendant des pouvoirs et partis politiques.

Fanny Delacroix est Mairesse de Châtel-en-Trièves (38), « Collectif « Tous et maintenant – Réinvestir la vie publique ».

Aurélien Bernier est un auteur français, spécialiste des politiques environnementales, se réclamant du courant de la « démondialisation ». Il est notamment l'auteur de « L'illusion localiste. L'arnaque de la décentralisation dans un monde globalisé » - publié aux éditions Utopia.

Elisabeth Dau est directrice de recherches au sein du programme Municipalisme, Transitions et Territoires pour le Mouvement Utopia & CommonsPolis. Elle est également co-présidente de l'association Action Commune qui accompagne les municipalités, les élu·e·s et les collectifs d'habitants qui œuvrent à la transformation de la société à l'échelle locale.

Partie 1 : Agir en laboratoire d'idées

L'activité première du Mouvement Utopia est d'agir en laboratoire d'idées. Cette dernière s'articule autour de 2 axes principaux :

- **La mise en place d'un processus permanent de co-construction d'un projet de société.**

Notre rôle consiste à animer des débats avec nos adhérent·es, sympathisant·es autour de différents thèmes en les amenant à proposer des textes, débattre de façon respectueuse pour aboutir ainsi à l'écriture de livres collectifs.

Ce processus d'écriture, qui dure entre 2 et 4 ans, présente une vraie dimension d'éducation populaire.

- **La publication d'ouvrages qui alimentent le débat public via notre maison d'éditions.**

Les éditions Utopia sont devenues une référence incontournable sur la scène altermondialiste et écologiste avec des tirages qui comptent parmi les plus importants dans cette catégorie d'ouvrages en France.

Plusieurs livres sont par ailleurs traduits et publiés dans une dizaine de pays.

A. Les éditions Utopia

Les **éditions Utopia** ont été créées en 2010. Elles sont issues du Mouvement Utopia. Ses ouvrages sont diffusés dans le réseau des librairies, en version papier ou numérique, ainsi que les circuits militants. Trait d'union entre le mouvement social, le monde intellectuel et le monde politique, le Mouvement et les Éditions Utopia défendent leurs convictions écologiques et altermondialistes dans une perspective de dépassement du capitalisme et de la logique productiviste.

Pour reprendre l'expression d'André Gorz, préfacier de notre Manifeste, nous revendiquons et ambitionnons le fait d'avoir une valeur de nuisance féconde.

Nous publions principalement deux types d'ouvrages : ceux issus d'une réflexion collective, qui ont une vocation pédagogique et militante. Le processus d'écriture est collectif et démocratique. L'approche éditoriale est le plus souvent la déconstruction des idées reçues liées au sujet traité, puis l'élaboration de propositions d'amélioration.

Nous éditons également des essais plus « classiques », écrits par des auteurs dont les réflexions et propositions sont proches de celles du Mouvement Utopia et qui ainsi permettent de les approfondir. La ligne éditoriale des Éditions Utopia est profondément ancrée dans l'écologie politique et dans l'altermondialisme. Dans une démarche d'éducation populaire, ses publications sont accessibles au plus grand nombre grâce à des prix volontairement bas.

Le Mouvement et les Éditions Utopia sont deux structures associatives juridiquement séparées.

Notre comité éditorial est composé de quatorze personnes, dont la mission principale est d'examiner les manuscrits qui nous sont proposés.

En dix ans, nous avons publié 38 livres avec une diffusion totale d'environ 85 000 exemplaires.

B. L'écriture collective

1. Notre méthode d'écriture collective

Plusieurs livres écrits collectivement par le Mouvement Utopia, sous la forme « Idées reçues et Propositions », ont été édités par notre maison d'édition.

Leur mode de « fabrication » est jalonné d'étapes différentes sur plusieurs années :

Etape 1 : le choix du thème

Très souvent, nos livres naissent lors de nos conférences. En effet, ces dernières instituent un espace de rencontre entre le monde intellectuel, le monde institutionnel et celui de la société civile et c'est à cette occasion que nous abordons donc différents thèmes avec différentes approches.

Nourri-e de ces premiers échanges, chaque adhérent-e a la possibilité retenir un thème et de soumettre un nouveau processus de travail pouvant aboutir à un livre collectif lors de chaque Université d'été. Après défense de chaque thème, un premier vote préférentiel est organisé précédant un vote final.

Etape 2 : le lancement du processus d'écriture collective

L'Université d'été lance un processus de travail composé d'un appel à contributions et de la constitution d'une commission de travail. Pendant un an, chaque commission s'auto-organise, débute un processus de sélections d'idées reçues et de propositions, et audite si elle le souhaite des acteurs de terrain, des spécialistes. Elle rédige ensuite une première version de travail qu'elle remet au bureau du Mouvement qui l'approuve et l'envoie aux adhérent-es pour amendement 3 mois avant la réunion nationale.

Etape 3 : les phases d'amendements

Chaque adhérent-e reçoit sous format électronique et papier la version de travail et peut de façon individuelle ou au nom d'un groupe local, sous une forme définie à l'avance, proposer des amendements qui seront examinés par une « commission des amendements » en général composée à parité par des membres issus de la commission et des membres issus du bureau national. Les amendements qui recueillent l'unanimité de la commission sont intégrés directement et les autres sont conservés pour être soumis à discussion et vote lors de la réunion nationale.

Etape 4 : La phase d'adoption

La phase d'adoption a lieu lors de nos réunions nationales annuelles (Université d'été et Conseils nationaux). Les amendements sont discutés, souvent modifiés avant d'être approuvés ou rejetés par vote ou par « consentement ». Le consentement est une méthode qui permet, au vu des débats, l'adoption d'un amendement sans vote mais avec le « consentement » des personnes présentes. Si un-e adhérent-e demande un vote, il est pris en compte et le vote a lieu. De même, si un-e adhérent-e demande à étudier un amendement qui n'a pas été retenu par la commission des amendements, l'amendement est examiné. A noter que toute personne présente, y compris les non adhérent-es peut prendre la parole. Seul-es les adhérent-es en revanche peuvent voter. Si les deux positions contraires obtiennent deux voix ou moins d'écart, le débat est relancé. Un tirage au sort paritaire sur les prises de parole (qui n'est pas obligatoire mais qui a vocation à inciter à prendre la parole) est effectué - deux hommes et deux femmes - pour chaque amendement. Néanmoins, chaque personne qui souhaite prendre la parole peut le faire au maximum 2 fois par

amendement et pour une durée de 2 minutes. Les femmes et les personnes qui ne se sont jamais exprimés remontent dans la liste des inscrit-es.

Chaque idée reçue et chaque proposition fait l'objet d'un vote à part entière. Un vote final sur l'ouvrage entérine le processus collectif de travail.

L'écriture collective d'un livre dure donc en général entre 2 et 4 ans et nous a permis d'écrire nos ouvrages collectifs et notamment : le Manifeste Utopia et les livres de la collection « idées reçues et propositions » sur les thématiques suivantes : migration, nucléaire, travail, alimentation, communs, démocratie.

C. Les dernières parutions

1. L'illusion localiste

Par Aurélien Bernier paru aux éditions Utopia en janvier 2020

Nous avons observé durant les élections municipales une surenchère des mots d'ordre localistes et décentralisateurs. On les retrouve dans tous les discours politiques, de la gauche à l'extrême-droite en passant par la droite et les socio-démocrates.

La participation des habitants et les promesses de changement « par en bas » sont dans tous les programmes. Les démarches et les listes « citoyennes », plus ou moins instrumentalisées par les partis traditionnels, se multiplient. Même le président de la République s'affiche localiste : en réponse à la crise de « Gilets jaunes », il promet une nouvelle phase de décentralisation pour la deuxième moitié de son mandat. A en croire nos élites, c'est donc par l'action municipale ou régionale que les problèmes économiques, sociaux, environnementaux ou démocratiques pourraient être résolus...

Ce livre s'attache à déconstruire ce mensonge. Car la mondialisation, elle, ne rapproche pas le pouvoir du citoyen, mais l'éloigne considérablement. Les décisions économiques sont concentrées aux mains des grandes firmes et de leurs actionnaires, et s'imposent aux peuples par delà les principes démocratiques. Les droits sociaux sont en régression permanente à cause de la concurrence internationale. Et la classe politique n'en finit plus de se discréditer en obéissant aux injonctions des marchés.

La « mondialisation heureuse » ayant fait long feu, c'est le « localisme heureux » qu'à présent on cherche à nous vendre. Le terroir et les circuits courts pour compenser les ravages de la mondialisation. Le régionalisme pour masquer le désengagement de l'État, la destruction ou la privatisation des services publics.

Cette « illusion localiste » doit être dénoncée. Non pas que l'action de proximité soit négligeable, car s'engager dans la vie locale est tout à fait nécessaire. Mais pour sortir du piège de la mondialisation, cela ne suffit pas. Plutôt que d'opposer l'action locale et celle de l'État, mieux vaudrait les articuler.

Aurélien bernier est un auteur et militant français, spécialiste des politiques environnementales. Dans la presse écrite, il collabore au Monde Diplomatique, à L'Humanité Dimanche et au Sarkophage, le journal créé par Paul Ariès.

2. Cause animale, cause paysanne : défaire les idées reçues, propositions et paroles paysannes

Par la Confédération Paysanne paru aux éditions Utopia en février 2020

Ce livre a pour objectif d'apporter des éléments de réponse à ces questions qui sont légitimement au cœur de l'actualité concernant notre agriculture et notre alimentation. Il a vocation à faire réfléchir, à enrichir la réflexion là où certains voudraient simplifier le débat à outrance.

La Confédération paysanne dénonce à travers ce livre les impasses et les dangers que représentent d'un côté l'agriculture et l'élevage industriels et de l'autre l'abolition de tout élevage prônée par le véganisme.

Le recueil de paroles de celles et ceux qui font et vivent la nature et l'élevage au quotidien est indispensable. Car les systèmes vertueux de polyculture-élevage et de pastoralisme sont trop souvent réduits au silence médiatique alors que leurs rôles sont majeurs pour l'équilibre des écosystèmes de notre planète, y compris dans la lutte contre le changement climatique.

La Confédération paysanne défend l'agroécologie et la complémentarité végétal/animal. Cela entraînera plus d'éleveurs et d'éleveuses qu'aujourd'hui, mais induira de fait une baisse de la consommation de produits animaux et une alimentation plus diversifiée.

Tout au long de ce livre, nous retrouverons les positions et propositions concrètes de la Confédération paysanne sur ces questions liées aux relations entre les humains et les autres animaux, et plus largement avec le monde vivant.

La Confédération Paysanne est un acteur majeur du syndicalisme agricole, porteur d'un véritable projet de société à travers l'agriculture paysanne. Elle défend des valeurs de solidarité et de partage en intégrant pleinement les dimensions sociales, agronomiques et environnementales dans la production agricole. Elle est membre fondateur du réseau international de la *Via Campesina*.

3. Voyages en effondrement : un pire à éviter ou une période à vivre ?

Par Valérie Garcia et Marc Pleysier paru aux éditions Utopia mai 2020

Si le sujet est inquiétant, il est aussi vital et passionnant. Le foisonnement des débats et l'extension récente de cette interrogation à un plus large public le confirment. Au-delà des nouveaux spécialistes: philosophes, scientifiques, collapsologues et maintenant épidémiologistes, les auteur.es, associant enquêtes, observations de terrain, argumentations scientifiques, écopsychologie et intuitions, exposent leurs cheminements, réflexions et prévisions sur cette question.

De quoi parle-t-on? Est-ce inévitable? Quels sont les changements prévisibles? Quelles sont encore nos marges de manœuvre? Est-ce que cela sera dramatique? Pour qui? L'effondrement a-t-il déjà commencé? Va-t-il être brutal ou s'étaler sur plusieurs décennies?

Mi-récit mi-essai, à la fois décalé, incisif, accessible et drôle, ce livre est la juxtaposition de plusieurs voyages simultanés: parcours intellectuels et émotionnels ; transformation de l'engagement militant; voyage à vélo sur le thème de l'effondrement ; création et évolution de l'écolieu de vie collective des auteur.es et enfin leur vision pour les années à venir.

L'objectif de cet ouvrage, après avoir dissipé les illusions de la transition écologique, est d'inviter à l'action afin de développer nos résiliences individuelles et collectives. Pour les auteur.es, l'effondrement, en même temps qu'une succession de catastrophes pour les humains actuels, est aussi porteur d'opportunités et de brèches où s'engouffrer.

Valérie Garcia est sophrologue et accompagnante en résilience individuelle et collective. **Marc Pleysier** est ingénieur génie mécanique et écoconstructeur. Ils vivent à la **Ferme Légère**, un écolieu collectif rural et expérimental dans le Béarn. Depuis plusieurs années, ils sont actifs sur le thème de l'effondrement sociétal : présentations publiques, création de groupes locaux, interventions dans les médias, animation de stages, interpellation des instances politiques.

D. Prochaine parution aux éditions Utopia

1. Climat, la démission permanente

De la « maison brûle » à la convention citoyenne pour le climat, 20 ans de politiques climatiques.

Par **Cyrille Cormier** paraîtra aux éditions **Utopia** en **novembre 2020**

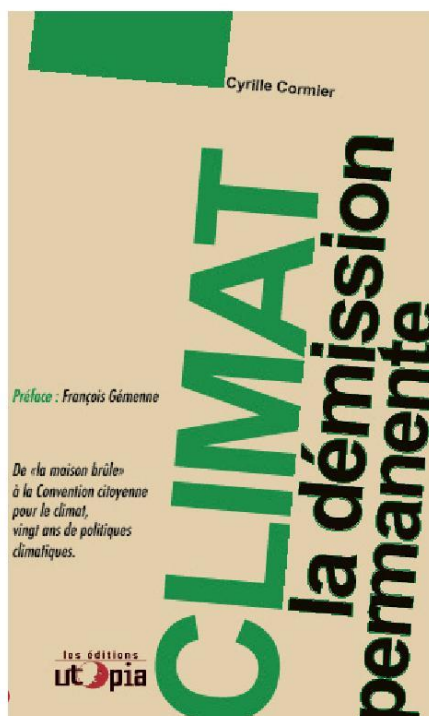
contact@editions-utopia.org
www.editions-utopia.org

Les Éditions Utopia

61 boulevard Mortier
75020 PARIS
01 43 57 33 14



Titre : *Climat: la démission permanente*
Sous-titre : *De «la maison brûle» à la Convention citoyenne pour le climat, vingt ans de politiques climatiques.*
Auteur : Cyrille Cormier
Préface : François Gémenné
Collection thématique : Ruptures
Prix TTC : 8 euros
Format : 11 x 18 cm
Nb de pages : 216
Editeur : Les Éditions Utopia
Date de parution : 13 novembre 2020
TVA : 5,5 %
Diffuseur : CED CEDIF
Distributeur : DOD & Compagnie
Thème Dilicom : 3118
Code barre : 9782919160389



Collection : Ruptures

Dernier ouvrage paru :
Voyages en effondrement
Par Valérie Garcia et Marc Pleysier



Canicules historiques et sécheresses à répétition : cette fin de décennie aura été marquée par **une série d'événements extrêmes plongeant la France dans la réalité des dérèglements climatiques**. En 2019, le mouvement mondial de la jeunesse pour le climat trouvait sa traduction en France et la première loi climatique du quinquennat Macron était enfin votée. Pourtant, aux ambitions déjà modestes du texte de loi succédèrent les premiers renoncements sur la taxe carbone et sur la fermeture des centrales à charbon. Alors que les travaux de la Convention citoyenne sur le climat devaient alimenter une nouvelle loi sur le climat avant 2022, un renvoi de plusieurs années semble désormais s'esquisser.

Si l'actuel locataire de l'Élysée aime à s'afficher depuis le début de son quinquennat en champion du climat, Emmanuel Macron s'inscrit en réalité dans la continuité de ses prédécesseurs. **Comme lui, Jacques Chirac, Nicolas Sarkozy et François Hollande, tous ont privilégié l'esbroufe politique à l'action climatique.**

Ce livre permet de faire le tri entre les discours des présidents français sur les dérèglements climatiques, les illusions qu'ils génèrent et le défi criant de résultats. Car d'un président à l'autre, les manœuvres et tactiques politiques ont été nombreuses pour construire **le mythe d'une excellence climatique française**. Les mêmes méthodes sont employées : des déclarations ambitieuses, la mise en scène d'une épiphanie climatique, une litanie de consultations, et enfin, la nomination de symboliques ministres d'État de l'environnement, de Jean-Louis Borloo à Ségolène Royal, jusqu'au très médiatique Nicolas Hulot. **Chaque fois pourtant, les présidents français auront échoué à réduire l'importante empreinte climatique de la France.**

L'analyse se poursuit avec l'identification des racines de l'impasse climatique française : la culture économique commune aux quatre derniers présidents où l'extraction des ressources naturelles et la consommation de produits neufs sont les moteurs principaux de la croissance et de la création d'emploi. Face à ce constat, **cet ouvrage expose trois ruptures politiques essentielles** : une rupture de la vision économique, une rupture des pratiques des responsables politiques et enfin une rupture dans l'exercice de notre citoyenneté.

L'auteur : Cyrille Cormier est ingénieur, conférencier et spécialiste des politiques énergétiques et climatiques. Porte-parole de Greenpeace de 2011 à 2019, il est l'auteur de plusieurs études de référence, dont « Scénario de transition énergétique pour la France » (2013) et « Le coût de production futur du nucléaire exploité au-delà de 40 ans » (2014).

Partie 2 : Habiter le monde

A. Séquence 1 – Habiter le monde et construire la paix

1. ... sans arme nucléaire

« Dissuasion nucléaire: un discours qui renforce l'insécurité »

Par Jean-Marie Collin, porte-parole ICAN-France, 12 février 2020, L'Opinion

En mentionnant que « les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne », la pensée française concernant le rôle de ses armes nucléaires en Europe est claire

Le [discours de « stratégie de défense et dissuasion » du Président Macron](#) fait partie des discours qui marquent un tournant dans l'histoire de la dissuasion nucléaire de la France. Les informations sur la doctrine, la modernisation et le renouvellement des forces, comme les mesures de désarmement réalisées dans les années 1990 étaient largement connues ; mais les nouveautés en termes d'ouverture vers l'Europe ou sur la remise en cause d'un traité international adopté par l'ONU sont, elles, nouvelles.

En mentionnant que « [les intérêts vitaux de la France ont désormais une dimension européenne](#) », la pensée française concernant le rôle de ses armes nucléaires en Europe est claire. Enfin presque... Les Etats européens sont-ils d'accord pour être couvert par un parapluie nucléaire français ? Comment va réagir l'Autriche qui exclut, dans sa constitution et comme Etat signataire du [Traité d'interdiction des armes nucléaires \(TIAN\)](#) l'acceptation d'une telle défense ? Comment la France va-t-elle définir ses intérêts vitaux européens ? Comment ceux-ci vont-ils être en adéquation avec les mentalités des multiples Etats ?

Cette ouverture européenne pose aussi des questions concernant cette annonce étonnante « d'associer aux exercices des forces françaises de dissuasion » des partenaires européens. C'est un appel à travailler sur un temps très long en faveur de la « bombe » et cela ne peut être compatible avec la volonté de mettre en œuvre un processus de désarmement nucléaire. De plus, si aucun transfert d'arme nucléaire ne sera réalisé (en tout cas au départ, mais *quid* du futur ?), les Etats qui vont participer à ces exercices aideront à la mise en place d'une capacité d'utiliser une (ou des) arme(s) nucléaire(s). Cette mesure n'est-elle pas propre à créer de nouvelles tensions ? Comment Moscou réagirait à l'annonce d'une participation de la Pologne ? Comment justifier cette mesure comme respectueuse du Traité de non-prolifération nucléaire ?

Obligation nouvelle. Les critiques contre le TIAN sont une nouvelle fois prononcées, alors que ce traité adopté le 7 juillet 2017 devrait entrer en vigueur au cours de l'année 2020. En effet, il ne manque plus que 15 ratifications pour obtenir le minimum requis (50) pour l'application de cette norme. Peu l'auront sans doute remarqué, mais c'est bien la preuve de l'efficacité de ce traité : le Président a pris soin de mentionner que ce traité « ne créera aucune obligation nouvelle pour les acteurs publics ou privés sur son territoire ».

C'est une référence directe à l'interdiction de financement inscrite dans le TIAN. Les banques ou fonds de pension devront en effet adopter cette norme, dans leur politique sectorielle de défense ; tout comme ils l'ont fait en arrêtant de financer des entreprises qui fabriquaient des mines antipersonnel ou des armes à sous-munitions. Intervenir dans le cadre légal de ces institutions privées est assez étonnant dans un système libéral, mais surtout c'est leur imposer, dans un système mondialisé, de ne pas se soumettre à des obligations internationales créées par l'ONU...

Il était évident que la politique de dissuasion allait être réaffirmée ; mais à quelques semaines de la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire et dans une année qui va commémorer le 75^e anniversaire d'Hiroshima et de Nagasaki, plus rien ne montre, pour reprendre l'expression du TNP, « la bonne foi » de la France pour « des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements ».

« Nous devons refuser les armes nucléaires »

Par ICAN France, 5 août 2020 – Libération.

Soixante-quinze ans après les horreurs des bombardements nucléaires d'Hiroshima et Nagasaki, les États disposant d'armes nucléaires investissent toujours des dizaines de milliards d'euros, en vue de leur modernisation et de leur renouvellement. Devant la complexité de la tâche de parvenir à l'élimination de ces armes de destruction massive, il serait tentant de rester dans le déni, comme le font trop de personnes à l'égard du changement climatique. Mais nos organisations, regroupées dans la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (ICAN en France), pour paraphraser les mots de Camus au lendemain du 6 août 1945, se refusent à tirer d'une aussi grave nouvelle autre chose que la décision de plaider encore plus énergiquement pour la mise en œuvre de l'interdiction et de l'abolition des armes nucléaires

Nous revenons de loin. Si l'on se retourne sur le temps écoulé depuis les 6 et 9 août 1945, nous avons eu beaucoup de chance : entre course aux armements – avec un arsenal nucléaire mondial qui a atteint le chiffre astronomique de 69 368 ogives en 1986 ! -, accidents nucléaires militaires qui ont avorté par chance (Goldsboro en 1961, Palomares en 1966, Thulé en 1968, ...) ou par courage (26 septembre 1983, colonel Petrov) et des tensions extrêmes (Cuba en 1962, confrontation indo-pakistanaise du Kargil en 2001). Par ailleurs, face au risque d'utilisation de ces armes, l'importante mobilisation d'un grand nombre d'organisations et d'individus a permis d'obtenir la mise en place d'un droit international de plus en plus contraignant en faveur de la non-prolifération et du désarmement nucléaire, notamment le Traité de non-prolifération (1968) et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (1996).

Alors que le risque de détonation nucléaire avec son flot de potentielles conséquences humanitaires, environnementales et sanitaires, n'a jamais été aussi imminent en ce début de siècle, l'adoption du [Traité sur l'interdiction des armes nucléaires](#) (TIAN) par 122 États le 7 juillet 2017 à l'ONU montre que la résistance d'une large majorité d'États non-possesseurs et de nombreuses ONG (dont la campagne ICAN) s'est amplifiée. Ce n'est pas une vue de l'esprit ou une croyance, mais une réalité avec l'entrée en vigueur d'ici quelques mois du TIAN. Cette nouvelle norme de droit est d'ores et déjà efficace, si l'on en juge par les pressions diplomatiques exercées

par la France et les autres puissances nucléaires pour dissuader États, villes et même des opérateurs privés de rejoindre ou de soutenir un traité dont l'ambition est de renforcer la sécurité internationale...

Résistons aux côtés des Hibakushas.

« Nous avons vécu le feu des bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki, il y a 75 ans. Nous avons consacré notre vie à nous assurer que notre génération serait celle du dernier hibakusha – les survivants des bombes atomiques. Nous avons appris à être courageux, pleins d'espoir et audacieux. Nous avons appris que c'est à des gens comme vous et moi de se dresser contre les armes nucléaires et les dirigeants qui menacent le monde avec elles. Le dernier grand défi auquel nous sommes confrontés est d'interdire et d'éliminer ces armes. Affrontez-le avec nous, nous y sommes presque. » ([Engagement à soutenir les Hibakusha, ICAN](#), Juillet 2020)

Résister, c'est s'engager avec détermination devant ce qui apparaît « intouchable ». Comme citoyen français, nous sommes confrontés à chaque instant à cette bombe. Le budget dissuasion, issu de nos impôts, nous coûte 9000 € par minute en 2020, à l'heure où des acteurs du service de santé crient devant l'urgence sanitaire. Des banques, [en contradiction avec leur politique de responsabilité sociétale de l'environnement](#) (RSE), investissent notre épargne dans les entreprises fabriquant des systèmes d'armes nucléaires. Notre génération et les futures vont devoir gérer et payer pour le stockage d'un minimum de 15 000 m³ de déchets nucléaires militaires. Quant à la protection de l'environnement et de la biodiversité, cause essentielle, les efforts et luttes seront réduits à néant si le "bouton" nucléaire est poussé. La liste serait longue de tous les effets dangereux auxquels notre État nous expose en conservant une politique de dissuasion, qui consiste à être prêt en permanence à utiliser des moyens de destruction sur des populations civiles et en engageant les États de l'Union européenne à la soutenir.

Les campagnes (par exemple, via le Mouvement de la Paix, Pugwash, Abolition 2000...) pour le désarmement nucléaire sont nées au lendemain d'Hiroshima et Nagasaki. Mais la résistance est devenue plus organisée, plus active, non seulement à travers ces organisations, mais aussi avec de nouveaux acteurs (voir les signataires de cette tribune), comme le sont des [villes françaises](#) (dont Paris, Grenoble, Cordes-sur-Ciel et une vingtaine d'autres) et à travers le monde ([plus de 300](#)) qui sont convaincues que leurs habitants ont le droit de vivre dans un monde libéré de cette menace nucléaire et qui, pour cela, soutiennent l'interdiction des armes nucléaires.

Notre pays a une position et un rôle singulier. Certes, son arsenal est moindre (300) par rapport aux États-Unis (5 800) ou à la Russie (6 375), mais la France a le quatrième plus grand arsenal au monde. Cette France dont un sous-marin transporte en permanence un millier d'Hiroshima, alors que dans le même temps son ministre des Affaires étrangères affirme que *« le respect du droit international humanitaire n'est pas une option [mais] c'est une obligation »* (Conférence nationale humanitaire, 22 mars 2018) et que son Président s'interroge sur la prise en compte d'un crime d'écocide... alors qu'il pourrait lui-même en être l'auteur !

Nous engageons les associations et les individus à nous rejoindre pour agir et faire résonner cet appel des Hibakushas. Nous pouvons tous résister et agir à notre niveau en interrogeant l'action des élu.e.s (parlementaires et maires), en s'informant, en sollicitant sa banque de respecter ses engagements d'acteur responsable, **dans l'objectif de contraindre le Parlement et le pouvoir**

exécutif d'engager le processus de signature et de ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

ICAN : « La France semble décidée à ne pas respecter ses obligations du Traité de non-prolifération nucléaire » le Monde – 14 février 2020

Dans une tribune au « Monde », Beatrice Fihn, directrice exécutive de International Campaign to Abolish Nuclear Weapons [Campagne Internationale pour abolir les armes nucléaires] (ICAN) prix Nobel de la paix 2017 et Jean-Marie Collin, son porte-parole en France, soulignent les risques de la « stratégie de défense et dissuasion » du chef de l'Etat qui notamment innove en proposant « la bombe » aux Européens.

Tribune Le discours, vendredi 7 février, à l'Ecole de guerre, à Paris « *stratégie de défense et dissuasion* » du président Macron confirme la mise à l'écart du droit international et innove en proposant « la bombe » aux européens. L'avenir ainsi présenté est de conserver le risque possible d'un anéantissement nucléaire...

Promouvoir une politique de dissuasion, tel que l'a réalisé le président, consiste à se donner les moyens d'utiliser, si besoin, une arme nucléaire sur des centres de pouvoir névralgiques, politiques, économiques et militaires. Il va de soi que cela signifie être prêt à réaliser des attaques indiscriminées et disproportionnées contre les populations civiles. Le droit international humanitaire (DIH) est ainsi pleinement écarté.

Cette fuite en avant sur la dissuasion nucléaire, est aussi une remise en cause directe des pas actés en 2010 à la conférence d'examen du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). La France reconnaissait alors « *les conséquences catastrophiques sur le plan humanitaire qu'aurait l'emploi d'armes nucléaires et (...) la nécessité pour tous les Etats de respecter en tout temps le droit international applicable, y compris le droit international humanitaire* ».

Proposition contraire au Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)

La France semble ainsi décidée à ne pas respecter ses obligations du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) ; traité qui célèbre cette année son cinquantième anniversaire. Comme dernier des Etats dotés à l'avoir ratifié (en 1992), elle dispose du même bilan en matière de désarmement depuis plus de 20 ans. Il n'y a donc pas là de quoi se satisfaire et ce d'autant plus quand est confirmé un « effort budgétaire inédit » dans le but de moderniser et de renouveler l'ensemble des systèmes d'armes nucléaires.

Il faut croire que là aussi, les mesures dictées en 2010, comme « exécuter l'engagement que [les Etats dotés] ont pris sans équivoque de procéder à l'élimination totale de leurs arsenaux nucléaires » ou « réduire encore le rôle et l'importance des armes nucléaires dans tous les concepts, doctrines et politiques militaires » ont été oubliées. Construire une confiance internationale avec ce type d'attitude apparaît impossible.

Le non-respect de ces mesures interroge d'autant plus, avec l'annonce de la création d'une culture (diplomatique et militaire) européenne de l'arme nucléaire. C'est la première fois, depuis l'entrée

en vigueur du TNP en 1970, qu'une puissance nucléaire fait une telle proposition à des Etats qui ont accepté de ne pas se doter de l'arme nucléaire (article 2 du TNP). Cette invitation est doublée d'une proposition à participer à des exercices de simulation de frappe nucléaire avec les Forces aériennes stratégiques. Tous ceci vient remettre en cause l'esprit de ce traité. Les membres sont en effet engagés « *à poursuivre de bonne foi des négociations sur des mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires* » (article 6). Une fois encore la contradiction est au cœur du discours présidentiel.

La France joue donc un jeu dangereux

Le droit international impose des règles dans le seul objectif de renforcer la sécurité des populations. Notre Campagne ICAN, prix Nobel de la paix 2017, à conscience de la difficulté à mettre en œuvre le désarmement nucléaire ; mais tout montre que la France s'en éloigne par ces agissements.

Œuvrer de façon commune pour la sécurité internationale fut justement la volonté des 122 Etats qui ont adopté le Traité d'interdiction sur les armes nucléaires (TIAN) le 7 juillet 2017. Ils ont montré les pas concrets qu'il faut faire pour avancer dans le désarmement et renforcer les obligations liées à l'article 6 du TNP. Le TIAN devrait entrer en vigueur en 2020, puisque au moins 50 Etats l'auront ratifié. Les critiques de la France sur ce traité montrent que celui-ci exerce bien une pression diplomatique, juridique, financière, et éthique sur tous les Etats.

Le TIAN est un symptôme de la division existante au sein du concert des nations, mais non sa cause. Un symptôme né de l'accumulation d'absence de résultats concrets dans le désarmement nucléaire, d'absence « de bonne foi » au vu des différentes politiques de renouvellement des arsenaux nucléaires engagés, d'absence de prise en compte de l'insécurité nucléaire vécue par l'écrasante majorité du monde.

La France joue donc un jeu dangereux, en poursuivant une ligne diplomatique dont la finalité est la mise en danger des français et plus généralement des européens. Il est temps que les responsables politiques se mettent à avancer dans le bon sens de l'histoire.

B. Séquence 2 – Habiter le monde et construire un nouveau rapport à la Nature

1. L'anthropocentrisme, cause des désordres du monde ?

Réussir l'Anthropocène - par Patrick Viveret:

Nombre de spécialistes utilisent désormais la notion d'Anthropocène pour caractériser une nouvelle période géologique : après l'Holocène, estiment-ils, le rôle de l'espèce humaine devient si déterminant qu'elle est capable de dérégler le climat ou d'être à l'origine d'une sixième grande extinction des espèces. Mais cette vision de l'Anthropocène paraît dès lors purement négative et peut même conduire des partisans sincères de l'écologie à adopter une posture misanthropique (cf le titre du livre d'un écologiste intitulé : l'Humanité va disparaître, bon débarras!).

Certes, la résistance à la part destructrice de cet Anthropocène est essentielle. Mais, sauf à verser dans le désespoir sur l'avenir de l'humanité, il nous faut tout autant imaginer et construire une face positive de cette nouvelle ère.

À force de regarder ailleurs sa propre maison terrienne en train de brûler, notre communauté humaine ressent de plus en plus les effets destructeurs de sa propre irresponsabilité. Nous sommes entrés, nous disent les Nations Unies, quand elles ont lancé leur agenda 2020-2030, dans une décennie critique. Une décennie dont il n'est pas exagéré de dire qu'en dépend le devenir et la Vie même de notre humanité. C'est vrai de la Vie biologique menacée par la destruction de nos écosystèmes vitaux : dérèglement climatique, destruction de la biodiversité, pollutions affectant des biens aussi vitaux que l'air, l'eau, la terre, pandémies destructrices. Mais c'est vrai aussi d'une menace dont nous avons moins conscience, celle d'un hiver nucléaire accidentel résultant de l'automatisation d'armes de destruction massives pouvant nous plonger dans l'enfer si, dans ce domaine aussi, nous prolongeons notre inconscience.

Ce dernier exemple nous alerte à la fois sur l'ampleur d'une possible tragédie possible pour l'humanité mais aussi sur les moyens de choisir la voie de la Vie plutôt que celle d'impasses mortifères. C'est bien en effet parce que certaines forces, individuelles ou collectives, ont mis leur intelligence au service de la destruction plus qu'au service de notre capacité à vivre en paix une vie pleinement humaine que nous sommes aujourd'hui menacés. Menacés par une nouvelle course aux armements tout comme par la possible destruction de notre habitat terrestre.

Dans cette décennie critique dans laquelle est entrée l'humanité, deux voies sont dès lors ouvertes:

La première, c'est celles de grands effondrements, partiels ou systémiques, mais de plus en plus fréquents et de plus en plus graves : aggravation du dérèglement climatique et de l'extinction des espèces, crise financière majeure, crises sociales violentes, replis identitaires, régressions intégristes des traditions spirituelles... Cette voie nous la connaissons bien, c'est celle de la guerre sous ses différentes formes, civile, internationale, idéologique ou religieuse.

L'autre voie, c'est celle d'un saut qualitatif de l'humanité dans sa prise de conscience planétaire face à ces défis. C'est alors l'idée que notre espèce ne se sauvera qu'en devenant pour de

bon « sapiens-sapiens » alors qu'elle est davantage aujourd'hui, comme la nomme Edgar Morin, une espèce « sapiens-démens » dont l'intelligence oscille entre la folie et cette sagesse qui nous est désormais indispensable pour faire face aux défis colossaux de cette décennie.

La clef de qui peut nous conduire à l'abîme peut aussi en effet nous mettre sur le chemin de l'espérance. Car si nous devenions pour de bon des sapiens-sapiens, si nous étions capables de mettre notre intelligence mentale au service de cette intelligence du cœur qu'est la sagesse, alors cette décennie aujourd'hui si mal engagée pourrait devenir au contraire celle du sursaut, celle de l'ouverture d'une nouvelle période de l'histoire humaine. Une nouvelle ère engagée non plus seulement dans le long processus biologique de l'humanisation mais dans le chemin politique, éthique, spirituel, de sa pleine humanisation, comme le proposent depuis leur création lors du sommet de Johannesburg, les « Dialogues en humanité ».

Ce défi là est à notre portée si nous savons opérer le même changement de posture et de regard qui fut celui des pilotes de chasse lorsqu'ils devinrent, pour quelques-uns d'entre eux, astronautes. Alors qu'ils étaient au cœur de la logique de guerre, de domination, de destruction, ils comprirent, lorsqu'ils virent notre terre vue de l'espace, à quel point une autre voie était possible : celle qui associe l'émerveillement devant la beauté de notre planète bleue, la conscience de notre fragilité et l'exigence de notre responsabilité. Alors, comme le dit l'un d'entre eux, si le premier jour nous regardions notre pays, très vite c'est la terre dans sa globalité et ce « peuple de la terre » dans son ensemble, qui nous devenait cher.

Avons-nous besoin d'aller dans l'espace pour comprendre la nécessité de ce changement de posture ? Évidemment non. Chacun de nous peut le comprendre à condition d'ouvrir les yeux et de faire vivre cet esprit de fraternité qu'évoque la Déclaration Universelle des droits humains. Mais pour allier l'exigence de justice sociale, celle de la responsabilité écologique à celle des droits humains, il nous faut opérer une transformation par rapport à notre vision dominante de l'économie et de la politique. Pour l'économie il nous faut repartir des richesses réelles de ce qui compte, de ce qui nous permet de vivre pleinement et faire en sorte que ce que nous appelons l'argent soit un moyen au service de la vie et non un agent de sa destruction. Et pour la politique il nous faut comprendre que l'art de vivre en paix dans la cité, mais cette fois la cité de la terre, est notre enjeu le plus essentiel. C'est à cette condition que nous serons capables de conjuguer responsabilité écologique, justice sociale, promotion des droits humains et la liberté qui leur est associée. C'est à un nouvel humanisme revisité par les principes du convivialisme et l'exigence écologique du respect du Vivant qu'il nous faut désormais œuvrer.

Pour un nouveau réalisme

Si, par exemple, nous nous retrouvons confrontés au fait que des centaines de millions d'êtres humains se retrouvent obligés de quitter conjoncturellement ou totalement des terres devenues inhabitables du fait de trop fortes chaleurs ou d'une augmentation du niveau des mers, le réalisme, si l'on veut éviter des guerres meurtrières, c'est celui de politiques publiques mondiales d'aménagement du territoire de notre planète afin d'aménager de nouvelles terres devenant elles habitables du fait du réchauffement climatique (Sibérie, Groenland par exemple) des villes sur l'eau, des moyens de transport nouveaux ou anciens à revisiter (le Dirigeable par exemple). Le réalisme ce ne sera pas de se résigner à ce que moins de dix personnes aient le revenu de la moitié des humains (cf rapport Oxfam), que les multinationales se gavent d'énergie fossile, que les paradis fiscaux détournent des sommes colossales ou de savoir quelle sera la puissance politique

dominante au 22ème siècle. Le réalisme sera de faire en sorte qu'il existe un 22ème siècle pour l'humanité, que les espèces vivantes ne soient pas exterminées et que du coup, inégalités, paradis fiscaux et irresponsabilité écologiques soient considérés par nos enfants comme relevant d'une phase aberrante et cauchemardesque révolue au même titre que les guerres mondiales et les armes de destruction massives.

Dans la bataille mondiale qui est aujourd'hui engagée contre les forces mortifères de l'irresponsabilité écologique, de l'atteinte aux droits humains et de la régression sociale (cf l'appel aux consciences pour une résistance citoyenne mondiale initié par le réseau international des Dialogues), des acteurs aujourd'hui traités d'idéalistes marginaux feront demain figure de héros de l'humanité en devenir tels Aquarius et autres navires sauveteurs de migrants en mers...

Le réalisme désormais c'est que nous faisons vivre pleinement le projet d'une république terrienne initiée pour la première fois par Gary Davis et ses amis fondateurs de Citoyens du monde.

Pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté

Certes, si on allie pessimisme de l'intelligence et optimisme de la volonté (cf Gramsci et Romain Rolland) le monde confronté aux nouvelles pandémies telles lecoronavirus présente sur plusieurs aspects qui sont loin d'être enthousiasmants. Même si la rhétorique guerrière du président français se révèle totalement inadaptée pour qualifier la mobilisation nécessaire contre la pandémie, elle a une part de vérité sur le plan de la géopolitique classique si l'on analyse la confrontation par exemple entre la Chine et le monde occidental. Celui-ci va probablement sortir très affaibli de la séquence pandémique. Ses contradictions internes (effets destructeurs du capitalisme financier, irresponsabilité criminelle de Trump et de Bolsonaro, Brexit, divisions européennes...) se trouvent en effet aggravées par le bon usage que la Chine a fait de la pandémie. Elle a, par exemple, les moyens de gagner la bataille, pour elle décisive de la 5 G, en échange des masques qu'elle a fourni aux pays occidentaux les plus touchés. Les mesures de confinement appellent en effet une demande croissante de connexion technologique et de divertissement et la sécurité sanitaire accroît la demande de traçabilité technologique comme on l'a vu par exemple en Corée du Sud. 5G et contrôle social technologique qui sont des atouts de la Chine actuelle sont ainsi en passe d'être les vecteurs prioritaires du projet de nouvelle route de la Soie. Le modèle de sécurité autoritaire incarné par la Chine, et dont la Russie de Poutine est l'allié désormais, peut donc être en mesure de gagner la nouvelle guerre froide actuelle comme les USA ont pu gagner la précédente avec la chute de l'empire soviétique.

Pour autant cette victoire peut s'avérer fragile car le point faible de tout système autoritaire est celui qui lui permet de gagner provisoirement sur le terrain technologique : l'information. Un système autoritaire est par nature pauvre en information Et on a vu en Chine que le mois initial perdu dans la détection de l'épidémie vient du fait que le médecin lanceur d'alerte a été poursuivi pour fausses rumeurs au lieu d'être écouté. Le fait qu'il soit ensuite devenu notamment à sa mort un héros national salué sur les réseaux sociaux est un signe majeur de la fragilité du système. Aussi puissants soient les goulags des systèmes totalitaires ils finissent par s'écrouler toujours sous l'effet des coups d'épingle des Soljenitsyne...

C'est en ce sens que des projets qui peuvent paraître aujourd'hui idéalistes et marginaux tels les projets de « conseil des consciences » ou de « sécurité humaine » des Dialogues en humanité sont

importants. Ils nourriront en effet cette résistance créatrice et prépareront la nouvelle ère post autoritaire.

L'enjeu n'est donc pas seulement, en effet, de faire face à des risques de bouleversements voire d'effondrements écologiques, sociaux, financiers mais aussi à celui du recul de la démocratie et de la régression des droits humains. Et, sur ce terrain, les mouvements de citoyens, dans le monde entier, sont plus à même de faire entendre la voix des citoyennes et citoyens du monde que les États qui se considèrent comme propriétaires de leurs peuples et de leurs territoires. On l'a vu avec les mouvements des femmes contre les violences sexuelles, avec les marches pour le climat où les jeunes jouent un rôle considérable. On le voit récemment avec les marches mondiales contre le racisme après la mort de Georges Floyd.

Vers un archipel citoyen planétaire ?

Réussir l'Anthropocène c'est donc travailler à créer des conditions pour reconnaître, face à une globalisation marchande uniformisante, la singularité des peuples, des cultures, des langues, des traditions. Mais c'est aussi être capable de se constituer en peuple de la Terre capable de perpétuer la Vie et le désir d'humanité sur une planète habitable. C'est là que la forme archipel proposée par le poète antillais Edouard Glissant (et que n'a pas comprise en France Jérôme Fourquet qui ne voit dans un archipel que la fragmentation de ses îles et non le commun de l'Océan) peut nous être précieuse. On voit bien par exemple que c'est la forme la mieux adaptée non seulement au meilleur de la mémoire de l'Europe mais aussi d'un imaginaire positif au cœur de la structuration mondiale du monde de demain. Car ce monde à venir aura ses Tien Amen, ses Soljenitsyne et ses Tchernobyl et sa logique de peur ne suffira pas à contenir éternellement les aspirations à la liberté et à l'individuation de même que la logique de puissance dominatrice n'est pas adaptée à l'émergence d'une géopolitique de l'humanité qui a, elle, besoin de puissance créatrice et non dominatrice.

Ainsi la mémoire du meilleur des identités racines des peuples et des cultures (sans leur repli identitaire) jointe à l'imagination de leur contribution à un archipel du Tout monde organisé autour de la préservation d'un bien commun n'appartenant à personne (l'océan et l'espace pour l'essentiel, voire les pôles) sera déterminant dans la capacité de l'humanité à se projeter dans un futur désirable. Ce peut être la marche vers une aube nouvelle d'une humanité en chemin vers une nouvelle étape de son humanisation où l'intelligence de l'esprit (le premier sapiens), à condition d'être coopératrice et créatrice peut être au service de la sagesse et donc de l'Intelligence du cœur : le second sapiens.

2. ... en s'alimentant autrement : L'assiette Afterres2050

Afterres2050 : un scénario et deux variantes.

Afterres2050 est le fruit de plusieurs années de travaux commencés en 2011 par Solagro. Une première version du scénario a été publiée en 2013, suivie d'une nouvelle version en 2016, consolidée par les travaux menés dans des régions volontaires.

Ce nouveau scénario Afterres2050 est désormais présenté avec :

- Le scénario tendanciel de notre système agricole et alimentaire, toutes contraintes égales par ailleurs (notamment climatiques),
- Une variante **SAB** pour « santé, alimentation, biodiversité »,
- Une variante **REP** pour « résilience et production ».

Ces variantes permettent de mieux appréhender l'impact des options prises en matière de modélisation.

Une prospective systémique pour nourrir un débat à enjeux multiples

Ouvrir un débat pluridisciplinaire sur des bases chiffrées, pour relever de nombreux défis inter-dépendants : tel est l'objectif d'Afterres2050. Comment nourrir une population plus nombreuse en 2050 ? Comment nourrir aussi nos cheptels, fournir du carbone renouvelable pour l'énergie, la chimie, des biomatériaux alors que l'équivalent d'un département français est artificialisé tous les 7 à 10 ans ? Est-il possible d'y parvenir en préservant la santé des populations, en restaurant la biodiversité, en luttant contre le changement climatique ?

Revisiter nos besoins, relier l'offre et la demande

Afterres2050, à l'image du [scénario négaWatt](#) dont il partage la philosophie et les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre – pose en préalable la révision de l'ensemble de nos besoins – alimentaires, énergétiques, d'espace, ... – afin de les mettre en adéquation avec les potentialités de nos écosystèmes. Il s'agit de raisonner à la fois sur l'offre et la demande. Afterres2050 fait également confiance dans notre capacité à adopter des comportements plus sobres, plus soutenables, notamment en matière alimentaire.

Le cœur d'Afterres2050 ? MoSUT, sa matrice de modélisation

MoSUT est une matrice de modélisation de l'utilisation des terres conçue par [Solagro](#). MoSUT met en correspondance des tonnes de productions agricoles, des hectares de cultures, de forêts, des rendements, des m³ d'eau, des tonnes d'engrais et de produits phytosanitaires... avec nos besoins – présents et futurs – en aliments, en matières premières. Ces données varient en fonction de facteurs externes comme le climat, les sols, la démographie, les surfaces disponibles. Les trajectoires issues des modélisations varient en fonction des arbitrages, mais le scénario dit « Afterres2050 » est le scénario qui nous semble le plus équilibré, le plus réaliste, et le plus solidaire en matière d'exportation.

MoSUT a été utilisé pour d'autres travaux, notamment par l'ADEME, pour définir [les trajectoires 2030–2050](#) mises en débat pendant la préparation de la loi sur la transition énergétique.

Les valeurs et les choix du scénario

Le chemin proposé s'appuie sur les meilleurs systèmes et les meilleures pratiques agroécologiques (et forestières) connues à ce jour. Il intensifie les mécanismes de production naturels, privilégie la reconquête de la fertilité des sols, intensifie les services écologiques rendus par la biodiversité. Cultures et animaux sont choisis pour leur rusticité, leur capacité d'adaptation aux terroirs et aux changements climatiques. Afterres2050 a également intégré les exigences de réduction des surconsommations, des gaspillages de toutes natures (**alimentaires, énergétiques, ...**), de **bien-être animal**.

Sur quels leviers repose Afterres2050 ?

- Un rééquilibrage de notre régime alimentaire : il n'est ni tenable ni généralisable à 10 milliards d'êtres humains. Son empreinte climatique est très élevée du fait du poids de l'élevage dans notre agriculture et d'une alimentation très (trop) – riche en viande et en lait.
- La généralisation d'une agriculture (et d'une sylviculture) multifonctionnelle qui s'apparente à l'agriculture biologique et à la production intégrée * (laquelle ne doit pas être confondue avec l'agriculture raisonnée).
- Le maintien des flux d'import-export dans l'espace Europe et Méditerranée. C'est une question de solidarité envers des populations en insécurité alimentaire et climatique,
- Une réduction massive des importations de protéines (soja) destinées à nourrir nos cheptels et son corollaire, l'extensification des systèmes d'élevage,
- La réduction des gaspillages évitables durant toutes les étapes (transformation, distribution, consommations)
- La réduction puis la stabilisation du rythme d'artificialisation des sols...

* Production intégrée, telle que définie par l'[organisation internationale de lutte biologique et intégrée \(OILB\)](#)

Ce qui changerait avec Afterres2050

- **Notre assiette**

Elle contient en 2050 un tiers en plus de céréales, de fruits, de légumes, moins de sucre et jusqu'à deux fois moins de lait et de viande. Dans ses grandes lignes, le régime Afterres2050 résulte de compromis chiffrés et modélisés, fixés après consultation de nutritionnistes. C'est un régime qui s'apparente aux régimes méditerranéens d'aujourd'hui.

- **L'agriculture renoue avec l'agronomie, la méthanisation recycle l'azote**

En 2050, l'agriculture d'aujourd'hui, dite conventionnelle ou raisonnée, ne représente plus que quelques %. Le modèle dominant sera un continuum autour des meilleures pratiques et systèmes agroécologiques tels qu'ils sont connus, aujourd'hui, notamment :

- **L'agriculture biologique,**
- La production intégrée*

- La simplification voire la suppression du travail du sol,
- L'agroforesterie,
- Le déploiement à grande échelle des inter-cultures, des cultures associées, des rotations longues avec des légumineuses, avec en parallèle, le développement de la méthanisation, afin de boucler le cycle de l'azote, facteur clé des rendements.
- **Des impacts sur le climat et l'environnement fortement réduits.**

En 2050, l'empreinte de notre système agroalimentaire s'est considérablement améliorée : les émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture sont divisées par 2, les traitements pesticides sont divisés par 3, ainsi que la consommation d'engrais chimiques, les besoins d'eau pour l'irrigation en été sont divisés par 4.

- **Des créations nettes d'emplois.**

Sur le front de l'emploi, Afterres2050, comparé à un scénario tendanciel, [se traduit par la création nette de plus de 140 000 emplois dans les 15 prochaines années](#) d'après les travaux menés par le CNRS/CIREN

C. Séquence 3 – Habiter le monde et ses territoires

1. Iles et archipels : ça fait rêver ?

« L'*Archipel de l'Écologie et des Solidarités* est une structure qui a pour objectif de formaliser et d'améliorer la reliance entre des « îles » (les organisations et les personnes qui la composent). Il s'agit, en expérimentant un nouveau mode de gouvernance, fondé sur l'« Identité-Racine » de chacune des « îles », qui sera respectée dans tous les cas, et le développement d'une « Identité-Reliance » qui servira à tous de lien commun¹ ».

a. Charte de l'Archipel de l'écologie et des solidarités

Préambule

Les défis : en ce début du XXI^{ème} siècle, un effondrement de notre civilisation thermo-industrielle est dans le domaine du possible : inaction face à la menace climatique, autodestruction par épuisement des ressources et de la biodiversité, menaces sur les grands biens communs de l'humanité (l'eau, l'air, les terres, les mers ...), conflits guerriers incontrôlés, catastrophe nucléaire, ...etc. La montée des inégalités (territoriales, sociales et économiques), stigmatisations et discriminations, crise du vivre ensemble... nous assistons un peu partout dans le monde à une accélération inquiétante de replis identitaires et de logiques autoritaires, au développement d'idéologies mortifères, allant de l'idolâtrie financière à la xénophobie et à l'intégrisme religieux. Une nouvelle crise financière, encore plus dévastatrice que celle de 2008, menace. Nous devons dès à présent faire face à cinq crises majeures : crise économique, crise sociale, crise politique, crise environnementale, mais aussi crise du sens et de la reconnaissance, auxquelles la compétition et le productivisme marchand ne peuvent répondre.

Les réponses actuelles : les gouvernements se montrent trop souvent impuissants ou complices face à ces dysfonctionnements inacceptables, entraînant un tout petit nombre vers l'accumulation des biens matériels et des pouvoirs, alors qu'il faudrait valoriser la sobriété des comportements et le partage équitable des ressources. Ces enjeux vitaux auxquels l'humanité est désormais confrontée rendent dérisoire l'approche dominante du Politique qui se réduit pour l'essentiel à une compétition électorale. Il n'est plus acceptable, tant les enjeux sont lourds, de réduire la démocratie à des compétitions électorales intermittentes et emprisonnées dans une logique de court terme et d'affrontement simplificateur. Dans les cas les plus graves cette forme peut même, comme on le voit au Brésil, aux États Unis, en Inde et dans plusieurs pays européens, faciliter l'élection de personnes surfant sur les peurs et proposant des politiques tournant le dos à la responsabilité écologique, la justice sociale et l'approfondissement des droits humains.

La nécessité démocratique : les autres fonctions du Politique, (la construction des conditions du vivre ensemble en Paix et la préparation de l'avenir) doivent être revalorisées et la nature du « Temps électoral » modifié en conséquence. Il faut un imaginaire démocratique capable de construire un Récit en acte autour de politiques de résilience des territoires face aux crises, bouleversements, voire effondrements majeurs susceptibles de se produire (et qui ont déjà commencé) au cours de la prochaine décennie. Les périodes électorales doivent être des périodes

¹ Bienvenu dans l'Archipel, <https://archipel.ecolosolidaire.org/> - consulté le 28 septembre 2020

à haut niveau de participation, permettant la délibération et la construction de stratégies collectives en réponse aux défis actuels sans se réduire à la forme actuelle, purement délégative et très peu représentative, réduite à la compétition narcissique de leaders sans pouvoir de création au service d'un bien commun. C'est pourquoi nous avons besoin d'une mutation profonde de nos démocraties car la forme actuelle principalement compétitive, électorale et quantitative ne permet pas d'affronter les défis écologiques et sociaux considérables auxquels sont confrontés nos sociétés.

En cette période d'urgences et de défis majeurs, il est impératif que les organisations et les personnalités se reconnaissant dans l'écologie et les solidarités, au-delà des appels au rassemblement, adoptent une méthode leur permettant d'œuvrer ensemble. En proposer une est l'objectif de l'Archipel de l'écologie et des solidarités.

2. Valeurs et principes communs

Pour fonder l'Archipel de l'écologie et des solidarités, il est essentiel que les organisations qui sont déjà impliquées dans ce processus, ou qui souhaitent le rejoindre, se rassemblent autour d'un socle de principes et de valeurs communes. Ce socle est une référence collective à promouvoir ensemble. Il sera complété par les grandes lignes de la gouvernance envisagée pour cet Archipel. La vision politique se doit d'être précise quant aux objectifs et orientations générales, mais suffisamment large sur les chemins pour y parvenir, afin de rassembler les acteurs des principales organisations de transformation sociale, écologique et démocratique.

Nos valeurs communes : toutes organisations politiques (partis, mouvements, coopératives), et non politiques (associations, ONG, syndicats, ...), qui, jour après jour, résistent à la destruction de notre écosystème, à la montée des inégalités, à l'affaiblissement de notre démocratie et qui œuvrent à la constitution d'une société fondée sur la coopération, la solidarité et la perspective du *bien vivre*, sont animées par des valeurs communes : *Sobriété, Justice, Solidarité, Émancipation, Créativité.*

Elles peuvent se décliner en partage et équité, responsabilité et coopération, solidarité et dignité, respect et diversité, résistance et expérimentations, lucidité et sobriété, justice et paix, créativité et volonté. Ces valeurs sont portées par des projets qui permettent de rappeler ce qui nous rassemble et qui est déterminant pour notre avenir. Elles permettent de redonner du sens et du contenu à la devise de la République française : *Liberté, Égalité, Fraternité*. Elles exigent de résister aux dérives d'un système insoutenable et inégalitaire, d'imaginer des sociétés justes et solidaires et d'expérimenter de nouvelles activités et des pratiques innovantes qui préfigurent le vivre ensemble, le *bien vivre* de demain.

Nos cinq grands principes² :

- *Le principe de commune naturalité :* nous, humains, ne sommes pas extérieurs à la nature, nous en faisons partie. Humains, espèces vivantes et environnement, nous sommes tous en interdépendance. Nous avons donc la responsabilité de prendre soin de la nature dans son ensemble. C'est un principe d'écologie.

²Ces principes s'inspirent de ceux du *Mouvement Convivialiste*.

- *Le principe de commune humanité* : interdit toutes les formes d'exclusion et de stigmatisation fondées sur les différences de couleur de peau, de nationalité, de religion ou de richesse, de sexe ou d'orientation sexuelle. C'est un principe d'égalité.
- *Le principe de commune socialité* : considère tous les êtres humains comme des êtres sociaux pour qui la plus grande richesse est celle des rapports qu'ils établissent entre eux. C'est un principe de fraternité.
- *Le principe de légitime individuation, ou encore d'accomplissement personnel* : permet à chacun d'affirmer au mieux son individualité singulière, en développant sa puissance d'être et d'agir sans nuire à celle des autres. C'est un principe de liberté.
- *Le principe d'opposition maîtrisée et constructive* affirme que l'objectif politique premier est de permettre aux êtres humains de vivre ensemble, de coopérer mais aussi d'être en désaccord et de se donner sans se sacrifier. C'est un principe républicain.

Tous les totalitarismes, les dictatures et les oligarchies, y compris celles de la finance, se sont opposés et s'opposent encore à ces cinq grands principes. Nous voulons contribuer à la construction d'une société qui ne soit pas aliénée à la croissance matérielle. L'émancipation individuelle et collective ne peut et ne doit plus reposer sur la démesure du PIB, de la richesse et du pouvoir, mais sur d'autres sources d'inspiration : engagement au service du bien commun, respect de la dignité de la personne, émancipation des femmes et de tous les êtres humains discriminés, volonté de coopération, sobriété volontaire, respect de la nature. Nous voulons passer du pouvoir de domination au pouvoir de création.

Ces principes se déclinent dans cette charte en huit résolutions pour construire ensemble une société alternative qui soit fondée sur :

- La rupture avec le modèle productiviste, et extractiviste, par une régulation de la finance et une redistribution sociale
- La décroissance sélective et une décarbonation de l'économie en rupture avec le consumérisme, en faveur de la convivialité et du *bien vivre*
- L'appropriation collective des biens communs
- La promotion de l'économie du partage et de l'usage
- La protection du Vivant et des équilibres naturels
- La réduction du temps de travail et la valorisation du temps libre
- La transition énergétique et un bouclier de services dans les territoires

La mise en œuvre d'une République démocratique et décentralisée

La mutation vers une société du bien vivre est au cœur du projet de l'Archipel de l'écologie et des solidarités. Cette Grande Transition écologique, sociale et démocratique doit intégrer aussi des perspectives de résilience face à des risques réels d'effondrements. Sans avoir recours au militantisme sacrificiel, cette transformation sociale suppose également une transformation personnelle dans nos pratiques militantes.

Conclusion

Nous sommes aujourd'hui nombreux mais dispersés. Tisser des liens au sein des organisations politiques et des organisations de transformation écologique et sociale est aujourd'hui impératif. C'est dans les connexions entre ces organisations que résident notre principale source d'espoir. Même s'il le désirait sincèrement, aucun gouvernement élu dans le monde ne disposerait aujourd'hui du pouvoir d'appliquer scrupuleusement les valeurs que nous défendons. Il se heurterait à l'oligarchie des détenteurs actuels des pouvoirs politiques, administratifs et économiques. Le changement doit donc être porté par un très fort soulèvement citoyen, relayé et accompagné par les organisations politiques, aux échelles mondiales et nationales, comme au niveau des territoires.

b. Vers la création d'un Archipel de l'écologie et des solidarités - Éléments de gouvernance

Cette proposition d'Archipel correspond à un nouveau paradigme d'organisation et de gouvernance qui s'inspire des écrivains du métissage vivant la réalité des archipels, en particulier du poète antillais Édouard Glissant. Dans les Caraïbes, chaque île a sa culture propre, tout en s'insérant dans le périmètre plus large d'un Archipel. Elle entraîne un autre rapport au pouvoir, fondé sur la coopération et non sur la compétition. Cette méthode de fonctionnement « archipélique » permet aux îles (partis, mouvements, associations, syndicats...) qui feront parties de l'Archipel de l'écologie et des solidarités de conserver leur identité, leur structure et leur autonomie, de respecter leur histoire et leur mode d'organisation, mais dans une optique d'élaboration de réflexions et d'actions communes. C'est, dans le langage de l'Archipel, ce que l'on appelle les identités-racine et les identités-relation.

L'objectif de cet Archipel n'est pas de construire ni d'imposer une méta-structure, mais de favoriser des rencontres et des synergies entre des organisations et des personnes ayant défini un même commun dont personne n'est propriétaire, avec une vision et des valeurs partagées et formalisées dans une Charte. Cet Archipel n'est pas une fédération ou un simple collectif d'organisations, aucune ne pouvant prétendre fédérer les autres ou avoir le leadership. C'est un centre vide de pouvoir de domination sur les organisations qui la composent, mais un lieu vivant de transformation sociale, collective et personnelle impliquant un changement du rapport au pouvoir et l'application de l'intelligence collective pour un bien vivre en acte.

Certains projets ou actions peuvent être portés par l'ensemble des organisations partenaires de l'Archipel, mais celles qui souhaitent coopérer entre elles pour mener certaines réflexions ou actions avec des objectifs clairs et planifiés, construisent une pirogue, c'est à dire un groupe projet. Ce groupe, dont l'existence doit être validée par les membres de l'Archipel, décide de son mode de gouvernance et de ses participants en fonction de son objectif, mais celui-ci doit inclure à minima la bienveillance et la non compétition entre les membres, ainsi que le principe de décision par consentement.

En particulier : Propositions de l'équipe d'animation provisoire, à débattre lors de la première assemblée générale de l'Archipel

La future structure opérationnelle de l'Archipel sera composée :

- d'une assemblée générale dite Assemblée du lagon, où se retrouveront toutes les organisations partenaires de l'archipel représentées par deux personnes titulaires et deux suppléant-es, à parité de genre et à égalité de pouvoir quelle que soient leur nombre d'adhérents. Les décisions se prendront par consentement ou par défaut par vote à la majorité des deux tiers.
- de Compagnons de l'Archipel, soit de personnes présentes à titre individuel, pouvant appartenir à des organisations sans les représenter ou les engager officiellement.
- d'une équipe d'animation opérationnelle, dite Le voilier atelier pour faire vivre l'Archipel. Ces personnes, bénévoles, sont choisis par candidature à toutes les organisations partenaires de l'Archipel, (le mode de désignation sera défini : tirage au sort, élection sans candidat, équipe provisoire, ..) l'Assemblée du lagon, après un appel

Règles d'appartenance :

- Pour intégrer l'Archipel, la signature de la Charte par l'instance décisionnaire d'une organisation est nécessaire, celle d'un représentant n'est pas suffisante, sauf s'il s'agit d'un compagnon.
- Les règles de gouvernance de l'Archipel sont fournies à l'organisation, et peuvent être modifiées une fois par an par l'assemblée du Lagon.
- Le versement d'une cotisation annuelle est demandée pour faire partie de l'Archipel. Le montant de cette cotisation sera décidé par l'Assemblée du lagon.

Élargissement de l'archipel

- Toute organisation ou compagnon membre de l'archipel a la possibilité de proposer l'adhésion à l'Archipel à d'autres organisations ou compagnons.
- L'assemblée du Lagon est décisionnaire pour décider d'accepter ou non une demande d'adhésion.

Le financement de l'archipel

L'Assemblée du Lagon décide des modalités de ce financement une fois par an à l'automne pour l'année suivante. Pour le démarrage, une cagnotte électronique et une cotisation 2020 à prix libre sera mise en place.

- N'importe quel membre de l'Assemblée du Lagon peut proposer une dépense à cette assemblée
- La gestion financière de l'archipel doit être de la responsabilité d'une personne ayant la confiance totale de l'Assemblée du Lagon. Elle peut être sous traitée à un organisme tiersreconnu, ou bien traitée par une association créée au nom de l'Archipel, avec à minima un président, un secrétaire et un trésorier.

Représentation des organisations partenaires à l'Assemblée du Lagon

- Quatre représentants maximum par organisation, deux titulaires et deux suppléants, avec seulement deux droits de vote au cas où le consensus ne serait pas obtenu.
- prises de décision : recherche d'un consentement (personne ne s'oppose) sur une durée limitée dépendant de l'urgence à prendre la décision. Si une personne s'oppose à une décision, elle doit obligatoirement faire une contre-proposition argumentée, qui peut être acceptée par tous, ou pas. Lorsque la durée limite est atteinte, l'Assemblée du Lagon vote par Internet, sur une ou plusieurs

propositions. Pour être acceptée, la majorité des 2/3 est requise avec un quorum de la moitié des organisations partenaires ayant votées.

2. Municipalisme, Transitions et Territoires

L'année 2020 a constitué une étape importante pour les activités du Mouvement Utopia sur les questions de démocratie locale et transitions par les territoires. Il s'agissait à la fois de l'année des élections municipales françaises en mars 2020, qui donne un paysage politique nouveau au niveau local et pour le Mouvement Utopia de la 3ème et dernière année du programme 2018-2020 « Municipalisme, Transitions et Territoires ». Les deux conventions (FPH-Mouvement Utopia et la convention tripartite FPH-Commonpolis-Mouvement Utopia) arrivent en effet à leur terme fin 2020.

A cause de la crise du Covid le programme et nos activités a dû s'adapter.

Voici d'abord quelques rappels des principales activités depuis la dernière Université d'Eté et quelques éléments prospectifs sur ce qu'on propose pour la fin de ce programme « Municipalisme, Transitions et Territoires » et pour sa suite (proposition de stratégie 2021-2023).

- **Un Fearless Cities en ligne et des webinaires pendant le confinement**

Rappel du contexte

Nous avons, depuis plusieurs mois, travaillé avec nos différents partenaires sur l'idée de l'organisation d'un Fearless Cities Francophone (série de rencontres internationales depuis une 1ère réunion en 2017 à Barcelone). Cette rencontre devait se tenir après la période prévue des élections municipales du 15 au 17 mai à Grenoble. Le but de cette rencontre était de remobiliser des listes citoyennes et des groupes locaux(notamment les groupes locaux du Pacte pour la Transition) après les élections (et donc quels que soient les résultats de ces dernières). Cette importante activité n'était pas prévue initialement dans le projet municipalisme que nous portons avec CommonsPolis.

L'organisation de l'événement en ligne

L'organisation de la rencontre Fearless Cities en France était portée par un comité d'organisation composé, en plus de CommonsPolis et du Mouvement Utopia, de nos partenaires dans le projet municipalisme actuel, à savoir : Collectif pour une Transition Citoyenne (CTC), le CRID (collectif d'ONG de solidarité internationale progressistes), La Belle Démocratie, Action Commune, l'AITEC, ainsi qu'un comité local représentant les listes municipalistes et dynamiques locales du sillon alpin, dont la municipalité de Grenoble.

A partir du confinement, ce Comité d'organisation a maintenu l'ambition d'un Fearlesscities en France malgré les obstacles, quitte à réinventer son format.

Nous avons largement contribué aux « Lundis en commun » (webinaires en ligne) organisés toutes les deux semaines par Action Commune (dont nous faisons partie de la gouvernance) qui proposait ce rendez-vous aux listes participatives. Nous avons mis en commun cette opportunité

de réseau et technique pour organiser un Webinaire Lundi en commun « Spécial Fearless Cities » le lundi 27 avril 2020.

Cette coordination d'acteurs a abandonné la perspective d'une rencontre Fearless Cities en France d'ici la fin de l'année en raison de l'organisation d'une rencontre du même nom à Amsterdam au printemps 2021.

- **Le cours en ligne « La Commune est à nous ! »**

Co-produit par le Mouvement Utopia et CommonsPolis (association basée en Espagne qui a accompagné les mouvements municipalistes espagnols et travaille à l'animation de l'écosystème municipaliste au niveau européen), le MOOC « [La Commune est à nous !](#) » présente la diversité des expériences municipalistes en France et en Europe majoritairement.

Diffusé du 9 septembre au 20 octobre 2019 le cours demeure accessible en ligne et le restera : en un simple clic sur le site il est toujours possible de s'inscrire! Toutes les vidéos sont par ailleurs accessibles sur la chaîne Youtube dédiée. L'accès au cours dans son ensemble se faisait en s'inscrivant pour proposer une dynamique de « communauté apprenante » et permettre aux inscrit-es de recevoir les informations liées à ce cours par mail.

Celui-ci se présente sous forme d'un cours en ligne ouvert à tou·te·s, gratuit, à travers un format libre (Licence creativecommons). Structuré autour de 8 modules, il aborde les thématiques qui vont des définitions conceptuelles, aux stratégies de mobilisation, aux rapports avec les partis, aux pratiques de radicalité démocratiques et d'éthique, aux résultats en termes de politiques publiques et aux marges de manœuvre à différentes échelles... Il présente des vidéos de témoignages, un espace « outils » et un autre espace dédié aux « ressources ».

Au total, 49 vidéos de cours ont été produites dont 30 ont été traduites en anglais, faisant intervenir 40 contributeurs français et européens et valorisant plus de 148 références dans nos espaces ressources. Avec lui, c'est une communauté de plus de 4000 inscrit-es qui s'est ouverte, attentive à l'émergence d'un municipalisme pluriel ici aussi en France, comme en témoignent les plus de 600 listes participatives et citoyennes candidates aux élections municipales.

- **Un documentaire sur les listes participatives : « J'irai voter pour nous ! »**

Depuis novembre 2019, nous travaillons sur un projet de documentaire vidéo initié par Action Commune³(<https://www.actioncommune.fr>). Cette association, qui cartographie à ce jour plus de 382 listes participatives, met en réseau les listes participatives, développe des échanges de pair-à-pair et documente leurs expériences pour produire de la connaissance et de l'analyse. Ce documentaire vise à raconter l'expérience singulière des listes participatives, les changements de pratiques qu'elles poussent, leurs défis, les questions que cette démarche pose. Pour cela, l'équipe de tournage a suivi pendant 6 mois 3 personnes de la liste #NousSommes à Montpellier. Le film, actuellement en finalisation de montage, sera diffusé d'ici la fin de l'année 2020 et sera l'occasion aussi de projections-débats sur l'ensemble du territoire en partenariat avec les utopien·nes.

³Action Commune est une association qui s'est donné comme objectif « *Accompagner et documenter les expériences des listes participatives pour les élections municipales de 2020* »

- **Perspectives 2021-2023**

Suite aux discussions début 2020 sur les perspectives pour 2021-2023, Olivier Consolo, Elisabeth et Solenne ont poussé l'idée d'une demande de financement commune (Commonspolis, Mouvement Utopia et Collectif pour une Transition Citoyenne) mais qui n'a pu aboutir. Commonspolis s'est repositionné sur un axe « Animation du réseau municipaliste européen » et le CTC a souhaité conserver un financement indépendant. Nous avons donc travaillé à la proposition d'un programme dans la continuité des activités que nous avons porté jusqu'ici.

Nous souhaitons continuer à travailler sur **3 axes opérationnels**:

- Contribuer à faire vivre le mouvement municipaliste en France, en lien avec les acteurs de la transition, des communs et avec les dynamiques européennes et internationales.
- Accompagner, diffuser les outils et favoriser la formation, l'apprentissage entre acteurs (groupes locaux, inscrit·es au MOOC, collectifs Pacte, listes participatives...).
- Produire du récit et des outils d'accompagnement, production et diffusion de « bonnes pratiques » et de « bonnes politiques ».

- **La coopérative avec Action Commune**

Nous avons œuvré en parallèle avec l'équipe d'Action Commune et quelques autres partenaires (La Belle Démocratie, Démocraties Vivantes) à la préfiguration d'une structure indépendante tournée vers les enjeux du contexte municipal de la prochaine mandature. Sa structuration reposerait sur un format coopératif (SCIC), non lucratif et permettrait d'assurer une certaine indépendance financière pour des activités de formations et accompagnement des municipalités non couvertes par nos partenaires financiers habituels (FPH, FundAction, etc.). Elle organiserait son travail autour de 3 chantiers dédiés respectivement à la formation/accompagnement des élu·e·s (opposition et majorité) et collectifs d'habitants (assemblées locales), de mise en réseau et renforcement de pairs à paris, et enfin, de mise en récit (capitalisation, documentation, publications, valorisation). Ces champs d'activités seraient donc également en bonne adéquation avec les axes structurants de l'éventuelle prochaine convention avec la FPH sur la période 21-23.

- **Un bilan des listes participatives aux municipales**

Ce bilan rédigé par Elisabeth Dau, du Mouvement Utopia et de Commonspolis est le fruit des années de travail avec nos partenaires et du Mouvement Utopia sur ces enjeux. Ces réflexions sur le renouveau démocratique qui souffle sur la France sont inspirées des regards croisés et du travail approfondis de très nombreux acteurs et actrices parmi lesquels : Action Commune, La Belle Démocratie, Myriam Bachir, Guillaume Gourgues, Magalie Fricaudet (de l'Aitec), Loïc Blondiaux, Sixtine Van Outryve et tant d'autres.

Le Mouvement Utopia est également engagé via plusieurs membres de son Bureau National et les salariées sur ces deux projets phares, qui ont pour objectif commun d'accélérer la transition par les territoires.

Transiscope

Le portail Web des alternatives

Le Mouvement Utopia participe depuis 3 ans à ce projet de « cartographie des alternatives » (initialement intitulé « Plateforme Web des Alternatives »).

Transiscope, dans la cartographie est sortie en septembre 2018, a pour objectif de mettre en lumière toutes les alternatives pour la transition en les affichant sur une carte unique, en collectant les données déjà existantes.

Partant du constat qu'aujourd'hui, de nombreux d'acteurs de la transition et des alternatives ont entamé un travail de recensement et de cartographie de leurs organisations, actions et écosystèmes.

Mais que dans la majorité des cas, néanmoins, ces informations sont éparpillées sur les sites de chacune de ces organisations et les données ne peuvent pas communiquer entre elles en raison de choix techniques différents : aucune visualisation agrégée n'était jusqu'à présent possible.

Pour permettre de relier ces alternatives, une dizaine de collectifs travaillent depuis cinq ans pour développer des outils libres permettant de connecter les différentes bases de données existantes et de les visualiser au même endroit.

Comme par exemple les groupes locaux du Mouvement Utopia qui y sont référencés.

Transiscope est donc un agrégateur de bases de données (certaines cartographiées) déjà existantes. Le projet est géré de manière collégiale par une dizaine d'organisations (Alternatiba, Colibris, Mouvement Utopia, Assemblée Virtuelle, Cap ou Pas Cap, Collectif des Associations Citoyennes, CRID...).

Notre objectif principal est de donner à connaître au grand public (notamment militants, jeunes et groupes de bases) les innombrables initiatives en cours sur nos territoires.

Alors rendez-vous sur <https://transiscope.org> !

N'hésitez pas à utiliser la cartographie, à la faire circuler et connaître...

Si vous avez des questions, que vous souhaitez faire intégrer une base de données sur la carte, aider le projet ou nous faire des retours n'hésitez pas à vous rendre sur l'onglet « Participez / Contact » sur le site.

Le Pacte pour la transition

Un outil pour favoriser la participation citoyenne et construire les communes de demain

En tant que membre du Collectif pour une Transition Citoyenne*, le Mouvement Utopia est partie prenante de ce projet : nous participons au comité de pilotage du projet, aux différents groupes de travail (communication, élaboration des mesures...) et le Mouvement Utopia a fait partie officiellement du Comité d'expert-e-s.

Le Pacte pour la Transition est un projet national ayant pour objectif d'accompagner des centaines de collectifs locaux agissant pour la transition de leur commune, en interpellant les élu-es locaux, mais aussi en co-construisant avec celles et ceux-ci des territoires plus justes et plus durables.

Il a été lancé, à la suite d'une première édition de plus petite envergure en 2015, au printemps 2019, dans l'objectif de faire s'engager les candidats aux élections municipales à mettre en œuvre des mesures ambitieuses écologiques, sociales et démocratiques.

Suite à un processus participatif (consultation citoyenne et comité d'expert-es), ont été définies 32 mesures pour une transition locale. Couvrant l'ensemble des thématiques écologiques, sociales et démocratiques sur lesquelles les communes et intercommunalités ont pouvoir d'agir, les 32 mesures du Pacte sont chacune accompagnées d'une fiche technique précisant enjeux, adaptations aux contextes locaux, conseils techniques et ressources.

Le Pacte pour la Transition est impulsé par le Collectif pour une Transition Citoyenne, collectif d'une trentaine d'organisations œuvrant pour la transition. Ont ensuite rejoint l'aventure une soixantaine d'organisations partenaires, qui ont participé à la rédaction des mesures et de leurs fiches techniques, ont mobilisé leur réseau autour du projet, et ont participé à sa communication nationale.

Un site, pacte-transition.org, a été lancé en avril 2019 pour aider à cartographier puis accompagner personnes et associations locales s'engageant, sous la forme de collectifs locaux, dans l'interpellation des candidats aux élections municipales. D'avril 2019 à juin 2020, 6850 personnes se sont inscrites sur le site du Pacte dans 2607 communes. En juin 2020, 362 collectifs actifs étaient répertoriés.

A la suite des élections municipales de 2020, 811 listes candidates signataires du Pacte pour la Transition ont été élues, 288 sont majoritaires et dirigeront donc les conseils municipaux pour les 6 prochaines années, et 523 sont minoritaires. Il est à noter que si le suivi des engagements des élu-es majoritaires sera un enjeu important pour les collectifs Pacte et les organisations partenaires du projet dont le Mouvement Utopia, une attention sera également apportée au respect des engagements des élu-es minoritaires dans leurs votes aux conseils municipaux et communautaires.

** Le Collectif pour une Transition Citoyenne, est un réseau de 27 mouvements (associations, entreprises de l'ESS) engagés dans la transition écologique, sociale et humaine. Indépendant, non partisan et laïque, le Collectif œuvre à coordonner les actions de ses membres afin de faire davantage résonner la transition citoyenne.*

L'action du Collectif s'articule autour de trois projets impliquant des membres mais aussi des structures non-membres : la Fête des Possibles, le Pacte pour la transition, le Guide des Lieux alternatifs, ainsi qu'un quatrième projet visant à renforcer les membres.

1. Un nouveau projet de cartographie des « communes du changement »

Atlas des communes du changement

CONTEXTE

- A. Les élections municipales viennent de se dérouler en France, une nouvelle mandature commence.
- B. Un mouvement de fond de transformation par le local (voir le [bilan des municipales](#) par Commonspolis et le Mouvement Utopia) a émergé à l'occasion de ces municipales.
- C. La transition (écologique, sociale, démocratique) passera en partie par l'échelle locale, par la mise en place de politiques publiques de résilience pour les territoires.
- D. Dans un pays très centralisateur comme la France, les dynamiques mises en avant sont plus souvent celles des grandes métropoles, villes, et peu des villages et de la ruralité.
- E. Cette ruralité est délaissée ces dernières années et pourtant parfois motrice de changements très ambitieux et un bon échelon pour une réelle innovation.

PROPOSITION

Dans le cadre d'un projet commun multi-acteurs, publier et alimenter une cartographie des politiques publiques innovantes de transitions menées par des communes rurales en France.

OBJECTIFS

- Rendre visible les initiatives des petites communes et permettre la duplication des actions
- Favoriser la multiplication de la mise en place des mesures du Pacte pour la Transition en participant à leur visibilité.
- Donner des outils (infos techniques et contacts) aux élu-es pour leur permettre de passer à l'action.

Axes

- Valider avec les partenaires la faisabilité d'un site internet dédié ou l'intégration dans un site déjà existant d'une cartographie des communes avec une lisibilité thématique des politiques publiques mises en place

- Mettre en place un site avec une cartographie (géographique) des communes qui mettent en place ces initiatives / recensement thématique.
- Permettre aux visiteurs du site de trouver facilement l'information sur ces initiatives : regroupement par thématiques, fiches techniques précises, contacts par ville, etc.
- Animer une communauté d'acteurs (élu-es, agent-es, société civile organisée) qui participe à la mise en œuvre de ces mesures.

PARTENAIRES POTENTIELS

- **Association des Maires Ruraux de France (AMRF)**
- **Collectif pour une Transition Citoyenne (CTC)**
- **Fréquence Commune**

CALENDRIER

Ce projet est conditionné à l'obtention de financements dédiés.

Phase préalable (sept-déc 2020)

- Émergence projet et pose des grandes lignes de base par le groupe municipalisme du Mouvement Utopia (été 2020).
- [En cours] Proposition du projet aux potentiels partenaires
- Reprendre ensemble les bases du projet (reprendre la raison d'être, les objectifs,...)
- Proposer un budget prévisionnel
- Assurer les conditions financières minimales du projet

Préparation et planification (Janvier-mars 2020 ?)

- Périmètre
- Délais
- Ressources
- Répartition

Réalisation (à définir)

Publication de la plateforme et démarrage phase 2 (à définir)

Partie 3 : La vie du Mouvement Utopia

A. Bilan militant 2020

Tribunes, pétitions et campagnes

- [Marche pour le climat : transformons nos territoires](#) - mars 2020
- [Tribune de MFRB Revenu de base](#) - mars 2020
- Tribune : Pas un euro d'argent public pour les grands pollueurs sans reconversion sociale et écologique ! - avril 2020 – Greenpeace, pas encore publiée à ce jour.
- Tribune : « [Foyers, Centres de rétention, Sans-papiers : Des mesures immédiates contre la bombe sanitaire !](#) » - avril 2020
- Tribune : [M. Macron, la république a mauvaise mine](#) - avril 2020
- Tribune : [#NousLesPremiers](#): élus, personnalités publiques ou citoyens, ils s'adressent à Emmanuel Macron pour dessiner le « monde d'après » - avril 2020
- Pétition Mouvement Utopia : « [Stop à la guerre aux pauvres ! Contre la police sanitaire, la justice sociale](#) » - avril 2020 ;
- Tribune : « [Pour une régularisation inconditionnelle et pérenne des personnes sans papiers](#) » - mai 2020
- Campagne Mouvement Utopia : « [Transport de marchandises : respecter le climat, c'est penser autrement !](#) » - mai 2020 ;
- Tribune : [Soutien à Inès Léraud](#) - mai 2020 ;
- Tribune : « [Coronavirus : faire taire les lanceurs d'alerte nuit gravement à la santé publique](#) » - mai 2020 ;
- Appel à mobilisation : « [Sans-Papiers : si le pouvoir n'entend pas il faut crier plus fort !](#) » - juin 2020. Cet appel fait suite à la campagne "Régularisation !" porté par la Marche des Solidarités
- Tribune : « [Le Pacte pour la Transition, geste barrière contre l'inaction sociale et environnementale](#) » - juin 2020 - publiée le 24 juin 2020.
- Tribune : « [Le service public est notre meilleure arme](#) » - juin 2020 – publiée le 25 juin 2020.
- Pétition : [Soutien à la VIGIE DES VAÎTES](#) – août 2020

- Tribune et pétition : [Une agriculture écologique, indissociable du progrès social](#) – publiée en septembre 2020

Conférences organisées

- **L'Amérique latine joue-t-elle avec le feu ? (janvier 2020)**

Avec Gaspard Estrada, directeur de l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes à Sciences-Po Paris et Fabien Cohen, secrétaire général de l'association France Amérique Latine (FAL).

- **Troubles dans le réel : comment ré-enchanter les imaginaires ? (février 2020)**

Avec Vincent Cespedes, philosophe.

- **Conférence sur le localisme : L'échelon local est-il la panacée ? (mars 2020)**

Avec Aurélien Bernier, Georges Gontcharoff, administrateur de l'UNADEL (Union Nationale des Acteurs du Développement Local), expert en développement local et Caroline Weill, coordinatrice de la collection Passerelle à Ritimo.

- **Conférence : Crise environnementale et sanitaire : en quoi le féminisme peut-il nous aider à esquisser le monde d'après ? à distance avec la base (juin 2020)**

Avec Fatima Ben-Omar, Charlotte Marchandise et Prune Helfter-Noah.

- **Conférence : Voyage en effondrement avec les auteur.es à la base, 30 juin 2020**

Avec Valérie Garcia et Marc Pleysier.

Événements organisés

- **Lundis en commun #4 Spécial – Faire commun.e – Fearless Cities, lundi 27 avril 2020**

Programme :

- **Atelier 1** : « Care et féminisation de la politique : quels liens avec le municipalisme ? », avec Fanny Lacroix et Charlotte Marchandise
- **Atelier 2** : « Quels bilans et espoirs pour le municipalisme en France à l'issue des municipales de mars 2020 ? », avec Guillaume Gourgues et Sixtine Van Outryve.
- **Atelier 3** : « Qu'est-ce que la crise nous apprend des forces, faiblesses et défis du municipalisme ? », avec Anne-Sophie Olmos et Vincent Liegey.

Mobilisation du Mouvement Utopia

- Ouverture de la base Marseille, soutien du Mouvement Utopia.
- Festival des possibles, à la base Paris – 19 septembre 2020

C. Utopia dans le Monde

Le Mouvement Utopia appelle à la construction d'un nouvel espace politique mondial, en créant des partenariats avec d'autres pays.

1. Utopia en Haïti

Haïti : création en 2015

Champs de réflexion et d'action :

Le Mouvement Utopia Haïti qui travaille en lien étroit avec l'association française Hercule Haïti est organisé en 2 grandes sections nationales : Hinche et Marmont.

L'activité d'Utopia Hinche est centrée sur la gestion d'une médiathèque qui permet une éducation populaire, la défense de la liberté d'expression et l'implication dans le débat public.

Utopia Marmont est un mouvement de paysans qui s'auto-organisent pour parvenir à une souveraineté alimentaire basée sur l'agro-écologie.

Axes de travail :

- L'Education populaire
- Le développement de la liberté d'expression
- La solidarité concrète
- L'implication dans les débats publics
- La constitution d'un mouvement paysan

La naissance « d'Utopia appliqué »

Les paysannes et paysans de Marmont appellent leur Mouvement « Utopia appliqué » Leur démarche consiste à appliquer concrètement la philosophie du Mouvement Utopia

Pour démarrer la saison de la culture des céréales, une grande rencontre a été organisée le 9 avril 2018 pour définir ensemble une stratégie commune de plantation afin que chacun puisse en tirer bénéfice. Plusieurs thèmes ont été abordés : les mécanismes à mettre en place pour s'adapter au réchauffement climatique, la mise en place de comités de surveillance dans la zone pour empêcher toute utilisation d'engrais chimiques, les relations avec la Mairie et l'Etat...

Le mouvement veut faire de l'agriculture sa plus grande priorité et nourrir sa communauté et approvisionner la ville de Hinche en nourriture saine.

Par ailleurs, un groupement de 300 femmes paysannes de la section de Marmont, commune de Hinche ont fait part de leur intention d'intégrer le Mouvement Utopia Haïti encouragées par nos vidéos et nos discours sur l'agriculture biologique et la souveraineté alimentaire.

2. Utopia au Burkina Faso

Utopia Burkina Faso : création en 2020

Champs de réflexion

Pour cette première année d'existence, nous avons identifié trois champs de réflexion et d'actions :

=> *L'immigration, conséquence d'un capitalisme déshumanisant*

=> *Les guerres, pour servir l'économie de la mort*

=> *L'environnement, une responsabilité commune*

Ces thèmes seront portés dans les amphithéâtres et les salles de classe pour commencer. Notre cible, c'est la jeunesse car nous pensons que, plus tôt les prises de conscience sont faites, mieux les changements comportementaux se font.

Axes de travail :

- **Savoir**

Sur cet axe, nous allons partager avec les Burkinabè le maximum d'informations sur l'avancée du monde, son état comateux et les crises qui minent l'espoir d'un bien-être commun demain. Il s'agit avant tout, en nous appuyant principalement sur la philosophie du buenvivre et les thématiques phares d'Utopia, d'outiller les Burkinabè d'une connaissance suffisante afin de susciter en eux le désir d'agir autrement et avec nous.

- **Comprendre**

Une fois le savoir partagé, il s'agit de s'en servir pour comprendre ce qui se passe. Allez au-delà du factuel pour disséquer l'existant en toute objectivité. Comprendre les enjeux du futur : lever la tête du guidon un instant pour porter une vue sur le sens profond de l'action humaine.

- **Agir**

Pour agir il faut savoir ! Avec l'information sur la douloureuse trajectoire de notre humanité vers l'hécatombe, le désir d'agir germe plus facilement chez bon nombre d'entre nous. Changer notre quotidien pour l'amour de l'humanité et la préservation de notre planète est une responsabilité de tout Homme. Elle n'engage pas que les riches ou les pauvres, elle engage les Hommes. Mettre fin à l'indifférence et mobiliser le maximum de personnes sur la route du mieux-être par l'action, telle sera notre mission.

3. Utopia en République Démocratique du Congo

Utopia RDC (République Démocratique du Congo) : création en 2016

Champs de réflexion et d'action :

L'action d'UTOPIA Congo se situe à Kinshasa au sein de la Chaire Culture de la Paix-Centre d'Études Stratégiques et de Sécurité Internationale (CESSI). Elle mène des actions d'Education populaire et notamment des conférences débat en direction d'étudiants et de jeunes publics intéressés sur des thématiques comme la paix, les droits humains et le Droit Humanitaire International.

Axes de travail :

- Initier un projet agro-pastoral dans la ferme du Plateau des Bateke
- Travail avec le Collège de l'Excellence-Utopia de Kinshasa
- Education populaire en direction d'orphelins

4. Utopia à Madagascar

Utopia Madagascar : création en 2017

Champs de réflexion et d'action :

Utopia Madagascar souhaite articuler son action autour de 2 missions : la promotion de l'éducation des jeunes à l'Université d'une part et d'autre part la sensibilisation à l'environnement comme bien commun de l'humanité tout en développant l'éco-tourisme notamment au nord de Madagascar.

Axes de travail :

- Education populaire
- Sensibilisation à la Nature comme bien commun de l'humanité et développement économique

5. Utopia en Mauritanie

Utopia Mauritanie : création en 2014

Champs de réflexion et d'action :

Utopia Mauritanie a été créé en partenariat avec l'ONG Initiative Pour Tous qui a pour objectif d'éliminer les inégalités sociales en Mauritanie. Utopia Mauritanie concourt donc à cet objectif en organisant des conférences, en interpellant les autorités et notamment le gouvernement, en participant aux actions de la société civile mauritanienne.

Axes de travail :

- Education populaire
- Interpellation des autorités
- Participation aux activités de la société civile

6. Utopia en Roumanie

Utopia Roumanie : création en 2017

Champs de réflexion et d'action :

Utopia Roumanie est hébergé par l'association REPER21 (*Réseau Européen pour la Promotion d'une Économie Responsable, 21ème siècle*) qui renforce les organisations de la société civile roumaine et européenne, qu'elle met en réseau, en leur fournissant le soutien pour la réalisation de projets qui se caractérisent par leur Responsabilité Sociétale.

C'est dans ce cadre qu'Utopia intervient à travers des actions d'éducation populaire (conférences, formations, sensibilisations) liées au concept de buenvivir.

Axes de travail :

- L'Education Populaire

Le socle d'Utopia Roumanie : le concept de « buenvivir » !

Le partenariat entre Utopia et REPER21 est le résultat, il y a 3 ans, d'une double rencontre, d'une part, sur le terrain concret de la lutte anti-extractiviste contre l'exploitation prédatrice par le capital globalisé d'une mine l'or de Roşia Montana, au cœur de la Transylvanie, et, d'autre part, sur le terrain idéologique où les deux organisations voient dans le « BuenVivir » un concept à même de combattre avec succès, dans une perspective universelle, les illusions du néolibéralisme destructeur.

Il s'agit, en Roumanie, de mobiliser le concept plein de sens du « Buenvivir » pour relier la lutte des Roumains avec celles des autres peuples et, en même temps, pour reconstruire le lien fort entre les Roumains et la Nature, qui existait et se situait au cœur de la culture populaire traditionnelle, mais qui aujourd'hui tend à être effacé par l'idéologie productiviste et consumériste et ses effets aliénants sur les cultures des peuples.

7. Utopia en Tunisie

Utopia Tunisie : création en 2016

Champs de réflexion et d'action :

L'activité d'Utopia Tunisie est essentiellement axée sur l'Education populaire à travers l'organisation de conférences de sensibilisation pour lutter contre la corruption, la formation à l'élaboration de politiques publiques de développement local et la formation à une bonne gouvernance, la participation aux sessions Migration et Droits économiques et sociaux organisées par EUROMED.

Axes de travail :

- Education populaire, des conférences pour lutter contre la corruption
- Education populaire et formation à l'élaboration de politiques publiques de développement local et la formation à une bonne gouvernance
- Participation aux sessions Migration et Droits économiques et sociaux organisées par EUROMED

Migration : Utopia agit au niveau international

Le Mouvement Utopia a co-créé en 2013 l'**OCU, l'Organisation pour une Citoyenneté Universelle**, qui regroupe aujourd'hui Emmaüs International, le CCFD, Espacio Sin Fronteras et qui a vocation à agir sur la scène internationale sur les questions migratoires. 2019 a été marquée notamment par l'aboutissement du projet d'alliance mondiale entre les collectivités locales « accueillantes » et la société civile.

La formalisation de l'alliance migration

Un colloque international villes du monde et société civile début octobre 2019 au Musée de l'immigration à Paris. Cette rencontre, suite aux forums sociaux mondiaux migrations de ces dernières années, a permis de formaliser une « Alliance Migrations » et de formuler plusieurs propositions communes d'actions.

Des principes d'action :

Pour construire les politiques d'accueil il faut des espaces de concertation et de coopération entre tous les acteurs concernés du territoire (les migrants, les associations, les administrations, les élus, les chercheurs, etc.)

Pour changer le regard sur les migrations il faut donner toute leur place dans l'élaboration des politiques publiques.

Propositions d'action :

- Favoriser et valoriser les initiatives en faveur d'une citoyenneté de résidence (cartes de résident local, citoyenneté universelle, ...).
- Rendre visible et porter ensemble les pratiques d'accueil alternatives, et construire une réflexion sur leur pérennisation (cartographie, label « ville/territoire accueillant...).
- Rendre visible et porter ensemble des dénonciations d'atteintes aux droits humains ou de criminalisation des acteurs de solidarité (actions en justice, soutenir les acteurs attaqués...).
- Organiser des débats citoyens pour construire et porter ensemble un narratif alternatif sur les migrations (dans les territoires, mais aussi journées d'action communes, ...)
- Porter un plaidoyer pour refuser l'externalisation des frontières ; les membres de l'alliance doivent veiller à ne pas se rendre complices de cette externalisation, notamment via certains financements proposés par les bailleurs publics (ex : soutien des villes européennes lorsqu'un maire d'une ville d'Afrique refuse que soit installé un « hotspot sur son territoire, organisation d'un forum sur la thématique des frontières...)
- Porter au sein de l'alliance la demande d'une redistribution des compétences, et par conséquent des moyens, entre Etat et autorités locales, sur l'accueil
- Contribuer à la création d'un **GIEM** (se mettre en lien avec des acteurs déjà impliqués dans cette réflexion)
- Proposer un calendrier de rencontres avec des réseaux existants, pour penser les migrations au-delà de l'urgence (identifier ces réseaux, identifier des opportunités de rencontres à l'occasion de conférences/forum déjà prévus)

Annexes

Poèmes

Cache-toigrande-mère

Paroles secrètes d'un enfant à sa grande-mère.

Cache-toi vite grande mère, que le Covid arrive
et ne vas pas là
où ils veulent t'envoyer
chez des « gens de ton âge »

Je ne pourrai pas te voir
parce que je suis petit
disent-ils et
tu ne seras nulle part quand je te chercherai !

Tu resteras toute seule
chez ces « gens de ton âge »
et ici, tu m'auras moi
et nous auronsaussi notre bonne tarte aux pommes,

Et nous pourront chanter,
raconter des histoires,
faire les ombres chinoises
qui dessinent tes mains

Cache-toi vite grande-mère
que le Covid arrive
et si je suis petit, dis leur que je pourrai
t'abriter dans mon cœur, bien plus grand qu'un palais !

Sonia F.L. 15 mai 2020

Promesse

Je construirais un refuge
Et un jardin d'abondance
Quand nos pas en exils
Seront arrêtés

Je ferais réconcilier les êtres
Et ouvrir le cœur des géants
Quand nos enfants
Seront insoumis

Je ferais ruisseler la lumière
Et s'envoler le silence
Quand nos guerres
Seront abolies

Je ferais tracer la route
Et habiter le monde
Quand tous les hommes
Seront réconciliés

Laetitia Sioen 201

Trois arbres

Trois arbres tombés
sont restés au bord du sentier.
Oubliés du bûcheron, ils s'entretiennent*,
fraternellement serrés, comme trois aveugles.

Le soleil couchant verse
son sang vif dans les troncs éclatés,
les vents emportent le parfum
de leur flanc ouvert.

L'un, tout tordu, tend un bras immense,
frissonnant de feuillage, vers l'autre
et ses blessures sont pareilles
à des yeux pleins de prière.

Le bûcheron les a oubliés.
La nuit viendra. Je resterai avec eux.

Je recueillerai dans mon cœur
leurs douces résines, elles me tiendront lieu de feu.
Muets, pressés les uns contre les autres,
que le jour nous trouve monceau de douleur.

Gabriela Mistral - (1889-1957) est une poète chilienne, contemporaine de Pablo Neruda, qu'elle a côtoyé en Europe. (*"Paysages de Patagonie, dans le recueil "Désolation" - 1922*)

Un poème sur la paix

Sonia Cheniti, Tunisie 1953

Tiré de Graines de PAIX

Si tu crois qu'un sourire est plus qu'une arme,
Si tu crois à la puissance d'une main offerte,
Si tu crois que ce qui rassemble les hommes est plus important que ce qui les divise, ...

Si tu crois qu'être différents est une richesse et non pas un danger,
Si tu sais regarder l'autre avec un brin d'amour,
Si tu sais préférer l'espérance au soupçon...

Si tu estimes que c'est à toi de faire le premier pas plutôt qu'à l'autre,
Si le regard d'un enfant parvient encore à désarmer ton cœur,
Si tu peux te réjouir de la joie de ton voisin,
Si l'injustice qui frappe les autres te révolte autant que celle que tu subis,
Si pour toi l'étranger est un frère qui t'est proposé,
Si tu sais accepter qu'un autre te rende service,
Si tu partages ton pain et que tu saches y joindre un morceau de ton cœur,
Si tu crois qu'un pardon va plus loin qu'une vengeance...

Si tu sais chanter le bonheur des autres et danser leur allégresse,
Si tu peux écouter le malheureux qui te fait perdre ton temps et lui garder le sourire,
Si tu sais accepter la critique et en faire ton profit sans la renvoyer et te défendre,
Si tu sais accueillir et adopter un avis différent du tien...

Si tu refuses de battre ta coulpe sur la poitrine des autres,
Si pour toi l'autre est d'abord un frère,
Si la colère est pour toi une faiblesse, non une preuve de force,
Si tu préfères être lésé que de faire tort à quelqu'un,
Si tu refuses qu'après toi ce soit le déluge,
Si tu te ranges du côté du pauvre et de l'opprimé sans te prendre pour un héros,
Si tu crois que l'amour est la seule force de persuasion,
Si tu crois que la paix est possible; alors la paix viendra !

Tu dis

Joseph Paul Schneider – (France)

Tu dis sable

et déjà

la mer est à tes pieds

Tu dis forêt

et déjà

les arbres te tendent leurs bras

Tu dis colline

et déjà

le sentier court avec toi vers le sommet

Tu dis nuages

et déjà

un cumulus t'offre la promesse du voyage

Tu dis poème

et déjà

les mots volent et dansent comme des étincelles dans la cheminée.

Le bonheur Pierre Clerico

Le bonheur, tu sais, il se trouve n'importe où :

Se coucher dans le pré, écouter chanter l'herbe,

Le souffle du Mistral dans le chêne superbe,

Le murmure du ruisseau, polissant ses cailloux...

Un poète

Jules Supervielle (franco-uruguayen)

Je ne vais pas toujours seul au fond de moi-même

Et j'entraîne avec moi plus d'un être vivant.

Ceux qui seront entrés dans mes froides cavernes

Sont-ils sûrs d'en sortir même pour un moment ?

J'entasse dans ma nuit, comme un vaisseau qui sombre.

Pêle-mêle, les passagers et les marins,

Et j'éteins la lumière aux yeux, dans les cabines,

Je me fais des amis des grandes profondeurs.

Saisir

Saisir saisir le soir la pomme et la statue

Saisir l'ombre et le mur et le bout de la rue

Saisir le pied le cou de la femme couchée

Et puis ouvrir les mains. Combien d'oiseaux lâchés

Combien d'oiseaux perdus qui deviennent la rue

L'ombre, le mur, le soir, la pomme et la statue

LAO-TSEU - CONNAÎTRE **(Chine, Ve-VIe S. av. J.-C.)**

Sans franchir le seuil

Connaître l'univers.

Sans regarder par la fenêtre

Entrevoir la voie du ciel.

Le plus loin on se rend

Moins on connaît.

Ainsi le sage

Connaît

Sans avoir besoin de bouger

Comprend

Sans avoir besoin de regarder

Accomplit

Sans avoir besoin d'agir.

PETITE FÊTE INTIME - LI-TAÏ-PO **(Chine, 643-706)**

Je prends un flacon de vin
Et je vais le boire parmi les fleurs,
Nous sommes toujours trois,
Comptant mon ombre et mon amie la lune

Heureusement que la lune ne sait pas boire
Et que mon ombre n'a jamais soif

Quand je chante, la lune m'écoute en silence.
Quand je danse, mon ombre danse aussi.

Après tout festin les convives se séparent.
Je ne connais pas cette tristesse
Lorsque je regagne ma demeure,
La lune m'accompagne et mon ombre me suit.

Poète de l'utopie

Publié par [Maria London, Chili](#)

Le jour où l'homme aura cessé d'exploiter l'homme
le jour où l'homme aura cessé de mentir à l'homme
le jour où la douleur de l'un sera la douleur de tous
ce jour-là est loin d'arriver
mais toi, poète de la bonté
tu t'obstines à l'ignorer.

Le jour où le festin sera pour tous
le jour où le bal sera entre tous
le jour où la chaleur sera la même dans tous les foyers
ce jour-là n'est pas encore venu
mais toi, poète de la fraternité
tu te réjouis de le fêter.

Le jour où la paix régnera sur la terre entière

le jour où tous les enfants feront des rondes
le jour où l'amour sera vrai
ce jour-là, je ne sais pas s'il arrivera
mais toi, poète de l'utopie,
tu t'enivres à le rêver.